

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

ATELIER DE FORMATION DES FORMATEURS

DOCUMENTS DE TRAVAIL

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

I. NOTE CONCEPTUELLE

I. CONTEXTE

a/ Repères chronologiques

La phase exécutoire du projet de rédaction de l'Histoire Générale de l'Afrique est l'aboutissement d'une série de rencontres d'Experts. D'abord, la réunion d'août - septembre 1966 à Abidjan et celle de Septembre 1967 à Niamey qui ont donné lieu à des **Recommandations sur la nécessité de créer des Centres de documentation pour la Tradition Orale**, vu la richesse de l'Afrique dans le domaine du patrimoine immatériel. A ce propos, l'aire soudanienne, en tant que siège des Empires successifs du Ghana, du Mali, du Songhaï et du Sokoto pour ne citer que ceux-là, a été retenue en vue d'une étude prioritaire. Les rencontres d'Abidjan et de Niamey ont été les cadres d'un déblayage scientifique du terrain de la recherche, afin que soit créé, avec la collaboration de l'UNESCO et des pays africains, en juillet 1966, le Centre de Niamey qui sera intégré, à partir de 1974, dans l'organigramme de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en tant que Bureau Spécialisé sous le nom de Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orale (CELHTO).

La Conférence générale de l'UNESCO, en sa 16ème session, a demandé au Directeur Général d'entreprendre la rédaction d'une Histoire Générale de l'Afrique. Ce **travail considérable a été confié à un Comité scientifique international** par le Conseil Exécutif en 1970. En 1971, le Bureau de Niamey est associé à la préparation de la Réunion de Dar-Es-Salam au cours de laquelle sera formulé le Plan décennal pour l'étude systématique de la tradition orale et la promotion des langues africaines comme véhicules des cultures et instrument d'éducation permanente. C'est pendant cette réunion qu'a été soulignée la nécessité d'établir un Centre Régional des Traditions Orales pour chaque Région d'Afrique (Afrique occidentale, centrale, orientale et australe) qui seraient des relais pour la rédaction de l'Histoire Générale de l'Afrique. A la fin du programme, il fallait traduire l'édition abrégée de l'Histoire Générale de l'Afrique en Kiswahili et Hausa, deux langues choisies à titre expérimental par les pays Africains membres de l'UNESCO.

Comme on le constate, le projet de rédaction de l'Histoire Générale de l'Afrique est l'un des prétextes à la création du CELHTO. Il apparaît donc normal que le CELHTO puisse organiser un Atelier de formation des formateurs en vue de la revitalisation d'un Projet qui a été initialement à la base de sa création.

b/ Présentation de la série

Tout en visant la plus haute qualité scientifique possible, l'Histoire Générale de l'Afrique **ne cherche pas à être exhaustive** et constitue un ouvrage de synthèse qui évitera le dogmatisme. A maints égards, elle constitue un exposé des problèmes indiquant l'état actuel des connaissances et les grands courants de recherche et n'hésite pas à signaler, le cas échéant, les divergences d'opinion. Elle prépare en cela la voie à des ouvrages ultérieurs.

L'Afrique y est considérée comme un tout. Le but est de montrer les relations historiques entre les différentes parties du Continent trop souvent subdivisées dans les ouvrages publiés jusqu'ici. Les liens historiques de l'Afrique avec les autres Continents reçoivent l'attention qu'ils méritent et sont analysés sous l'angle des échanges mutuels et des influences multilatérales, de manière à faire apparaître, sous un jour approprié, la contribution de l'Afrique au développement de l'humanité.

L'Afrique a été longtemps considérée comme n'ayant pas d'histoire. Or il se trouve qu'elle constitue le territoire portant les traces de vie humaine les plus anciennes sur notre planète. Certains auteurs Européens, mus par un racisme des plus primaires, ont affirmé que *certaines de ses habitants étaient parvenus à l'âge adulte sans vraiment quitter l'âge d'enfance*. D'autres se sont tout simplement demandés *s'ils avaient une âme*. Or, il est reconnu qu'un Peuple sans âme n'a pas d'histoire. On comprend donc le fondement de la thèse du négationnisme historique. Tous ces postulats soigneusement échafaudés par certains penseurs ont été relayés par des politiciens aux rêves de domination schizophrénique. Et cette conception des choses a évolué.

Dans une certaine mesure et à un moment donné, on a accepté volontiers d'attribuer une histoire à l'Africain, mais cette entreprise intellectuelle a souvent porté les marques de la perpétuation du négationnisme auquel nous avons déjà fait allusion. Sous l'éclairage de l'UNESCO, et avec le concours de brillants Intellectuels africains, l'Histoire de l'Afrique a donc été représentée à l'humanité sous un nouveau jour. Il s'agit de l'Histoire de l'Afrique qui montre bien, n'en déplaise à certains, que l'Afrique est bien entrée dans l'Histoire de l'Humanité dont elle a contribué au rayonnement et de cette autre Histoire de l'Afrique débarrassée des affabulations dont l'avaient affublée certains Historiens plus soucieux d'une propagande politique raciste que de la vérité scientifique. Il s'agit, à n'en point douter, de l'Histoire Générale de l'Afrique envisagée essentiellement de l'intérieur. La première mouture de ce document qui se trouve être une précieuse contribution à la compréhension de l'Histoire de l'Humanité a été conçue dans la première moitié des années 80 pour s'achever en 1999.

Le Document est composé de huit volumes qui sont les suivants :

- 1/ La méthodologie et la Préhistoire Africaine ;
- 2/ L'Afrique ancienne ;
- 3/ L'Afrique du VII^{ème} au XI^{ème} siècle ;
- 4/ L'Afrique du XII^{ème} au XVI^{ème} siècle ;
- 5/ L'Afrique du XVI^{ème} au XVIII^{ème} siècle ;
- 6/ Le XIX^{ème} siècle jusque vers les années 1880 ;
- 7/ L'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935 ;
- 8/ L'Afrique depuis 1935.

Tous ces volumes comportent des versions abrégées.

c/ Récentes rencontres sur le sujet

La question de la refonte des programmes scolaires africains sur la base de l'Histoire Générale de l'Afrique a donné lieu à des Recommandations pendant le 1^{er} Congrès Culturel Panafricain d'Addis Abbéba et le Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine à Khartoum. Par ailleurs, le problème de la traduction de ce manuel en Fulfulde a été le thème du Comité Directeur du CELHTO, tenu du 21 au 24 décembre à Dakar. Dans les conclusions des travaux de ce Comité, il a été recommandé ceci :

- Mettre en place une coordination de travail : un groupe restreint, homogène, qui se rencontre facilement pour suivre le processus de la traduction ;
- Mettre en place le projet terminologique d'accompagnement ;
- Redynamiser la Société des Etudes Peules pour continuer le travail, etc.

Enfin, le 16 mars dernier, en Libye, l'UNESCO a organisé en Libye une concertation d'Experts sur la thématique de l'utilisation pédagogique de l'Histoire Générale de l'Afrique. Il faut, soit dit en passant, souligner que le Gouvernement Libyen a promis de dégager 2 millions de dollars pour la mise en œuvre du Programme relatif à l'utilisation pédagogique de l'Histoire Générale de l'Afrique. Au cours de cette importante rencontre en Libye, Mme Rivière, Sous Directrice Générale de l'UNESCO pour la Culture a mis l'accent sur trois points importants :

1/ Elaborer, sur la base de l'Histoire Générale de l'Afrique, trois manuels d'Histoire avec des contenus communs à tous les pays africains (un contenu commun sera développé pour le niveau primaire, un contenu pour le collège et un autre pour le lycée) ; un Atlas historique ainsi qu'un CDROM éducatifs basés sur l'Histoire Générale de l'Afrique sera également élaboré pour accompagner le manuel ;

2/ Améliorer la formation des Enseignants d'Histoire en tenant compte des résultats de la recherche historique et des avancées de la méthode d'enseignement de l'Histoire et élaborer un Guide pédagogique destiné aux Enseignants et définir des principes directeurs destinés à renforcer la formation initiale et continue des Enseignants ;

3/ Enfin, promouvoir et harmoniser l'utilisation de l'Histoire Générale de l'Afrique, y compris sa version abrégée, dans les Etablissements d'Enseignement Supérieur des Pays d'Afrique ; dans ce contexte, une stratégie de mise à jour de l'Histoire Générale de l'Afrique sera élaborée.

Enfin, la dernière Conférence de l'UA, qui vient de se tenir en juin dernier à Syrte en Libye, sans s'être spécifiquement penchée sur la question de l'Histoire Générale de l'Afrique, a pris en compte, dans ses conclusions, entre autres, la nécessité d'une meilleure vulgarisation de cet important manuel pédagogique et de la rédaction du IX^{ème} volume de la série.

Pour nous résumer, nous dirons donc qu'il ressort de toutes ces rencontres que l'Histoire Générale de l'Afrique n'a pas eu le rayonnement souhaité et qu'il faudrait mieux la diffuser, l'utiliser, l'exploiter et accompagner de façon efficiente le processus de sa traduction dans les langues africaines.

d/ Thème, sous-thèmes et justificatifs

Le thème retenu, pour cet Atelier, est le suivant : Contribution à un meilleur rayonnement et à une relecture de l'Histoire générale de l'Afrique. Ce grand thème sera décliné en trois sous-thèmes qui sont les suivants :

- 1/ Quelle politique d'édition de l'Histoire Générale de l'Afrique et de promotion des outils pédagogiques qui en découlent dans l'espace scolaire et universitaire Africain ?*
- 2/ Traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les principales langues transfrontalières de l'Afrique : Bilan et perspectives*
- 3/ Prolégomènes à une adaptation de l'Histoire générale de l'Afrique aux réalités du moment.*

Les huit volumes du manuel abordent des pans entiers de l'Histoire africaine pour en faire la lumière. Tous ces tomes doivent être mieux connus, mieux distribués et mieux vulgarisés non seulement dans les Ecoles et Universités Africaines mais également dans le Monde. L'appui de l'UNESCO sera, à cet effet, primordial. La stratégie générale à mettre en place dans la perspective que nous venons de définir doit prendre en compte la traduction de ces tomes dans les principales langues africaines. En cela, l'apport de l'Académie Africaines des Langues sera également capital.

Il faut retenir également retenir qu'en tant qu'outil pédagogique fondamental pour l'éveil de la conscience africaine, l'Histoire Générale de l'Afrique se présente substantiellement comme un manuel de haute portée scientifique tendant à prendre en compte, dans une optique généraliste, l'évolution historique de tous les Peuples partageant l'espace géographique africain. L'Atelier de Niamey, sans prétendre faire profondément l'état des lieux sur toutes les actions posées jusqu'à ce jour dans le cadre du vaste Projet de réécriture de l'Histoire Africaine et que nous venons de rappeler, compte sensibiliser l'opinion publique africaine à l'adaptation aux réalités actuelles des problèmes qu'il pose.

II. OBJECTIF GENERAL

L'Union africaine, à travers son Bureau régional qu'est le Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par la Tradition Orale de Niamey, avec la collaboration de l'Institut de Recherches en Sciences Humaines de Niamey (IRSH), se propose d'organiser un Atelier de formation des formateurs, à caractère bilingue, en direction de quelques Historiens, Linguistes et Traditionnalistes Africains pour donner un coup de fouet à la mise en œuvre du Projet de l'Histoire Générale de l'Afrique qui constitue un adjuvant à la renaissance culturelle africaine.

III. OBJECTIFS SPECIFIQUES

Cet Atelier est intitulé aura pour objectifs spécifiques de communiquer de plus amples informations sur ce Document, de dégager des pistes devant faciliter l'appropriation de ce Document par les différentes tranches de l'intelligentsia africaine, d'évoquer ensuite le bilan et les perspectives de traduction de cet ouvrage dans les principales langues transfrontalières d'Afrique et de développer enfin une réflexion sur l'adaptation du contenu scientifique de cet ouvrage aux réalités du moment.

IV. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus consistent ici à rendre plus visible ces tomes dans le paysage intellectuel africain particulièrement et à donner une suite concrète aux différentes recommandations issues de la Charte pour la Renaissance Culturelle Africaine et du 1er Congrès Culturel Panafricain, recommandations qui encouragent l'Union Africaine à vulgariser ce précieux Document de travail.

V. DATE ET LIEU DE L'ATELIER

Cet Atelier se tiendra du 02 au 03 Novembre 2009 à l'Hôtel Ténéré de Niamey.

VI. PARTICIPATION

Cet Atelier, comme l'intitulé l'indique est organisé à l'attention des Editeurs, Linguistes, Historiens Africains mais également des Attachés Culturels d'Ambassades des Pays Africains auprès du Niger, des Responsables et Membres d'ONG et d'Organismes internationaux.

VII. DOCUMENTATION

a/ Documents de référence

- Charte pour la Renaissance Culturelle Africaine ;
- Actes du 1^{er} Congrès Culturel Panafricain ;
- Décisions du Conseil Exécutif de la quinzième Session ordinaire de l'Union Africaine

b/ Documents de travail

- Note conceptuelle relative à l'Atelier ;
- Leçon inaugurale;
- Exposé de M. le Représentant des Editions de l'Unesco ou de M. le Représentant des Editions l'Harmattan de Ouagadougou sur le 1^{er} thème : *Quelle politique d'édition de l'Histoire Générale de l'Afrique et de promotion des outils pédagogiques qui en découlent dans l'espace scolaire et universitaire Africain ?*
- Exposé sur le 2^{ème} thème : *Traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les principales langues transfrontalières de l'Afrique : Bilan et perspectives ;*
- Exposé sur le 3^{ème} thème : *Prolégomènes à une adaptation de l'Histoire générale de l'Afrique aux réalités du moment*

VIII. CONTACTS

Pour de plus amples informations sur cet Atelier, prière prendre contact avec les personnes dont les noms et coordonnées sont inscrits ci-dessous :

- **M. Kladoumadje Nadjaldongar, Coordonnateur par Intérim du CELHTO**
Mob : 00 227 96531061
Mail : nadjaldo@hotmail.com
- **M. Gnaléga Benjamin, Chargé des Programmes Culturels au CELHTO**
Mob : 00 227 90 10 37 38
Mail : gnalega_benjamin@hotmail.com

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

II. ORDRE DU JOUR DE L'ATELIER



Bureau UA (CELHTO) Niamey
BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

ATELIER DE FORMATION DES FORMATEURS

**THEME : « CONTRIBUTION A UN MEILLEUR RAYONNEMENT ET A UNE
RELECTURE DE L'HISTOIRE GENERALE DE L'AFRIQUE »**

REUNION D'EXPERTS

PROJET D'ORDRE DU JOUR

(02 - 03 NOVEMBRE 2009)

PROJET D'ORDRE DU JOUR

I. CEREMONIE D'OUVERTURE

II. QUESTIONS DE PROCEDURE

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'Ordre du Jour et du Programme de travail

III. SESSIONS DE TRAVAIL

1. Leçon inaugurale
2. Quelle politique d'édition de l'Histoire Générale de l'Afrique et de promotion des outils pédagogiques qui en découlent dans l'espace scolaire et universitaire africain ?
3. Traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les principales langues transfrontalières africaines : Bilan et perspectives
4. Prolégomènes à une adaptation de l'Histoire Générale de l'Afrique aux réalités du moment
5. Conclusions et Recommandations de l'Atelier

IV. CLOTURE

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

III. PROGRAMME DE TRAVAIL

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

ATELIER DE FORMATION DES FORMATEURS

**THEME : « CONTRIBUTION A UN MEILLEUR RAYONNEMENT ET A
UNE RELECTURE DE L'HISTOIRE GENERALE DE L'AFRIQUE »**

**REUNION D'EXPERTS
PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL**

(02 - 03 NOVEMBRE 2009)

PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL (REUNION D'EXPERTS)

Dimanche 1er novembre 2009

16h 00 - 18h 00 INSCRIPTION DES PARTICIPANTS – CELHTO NIAMEY

Lundi 02 novembre 2009

08h 00 - 09h 45 Poursuite de l'inscription

10h 00 - 11h 00 Séance d'ouverture

- 1^{ère} prestation artistique
- *Allocution de Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, Représentant National de l'UNESCO et ISESCO*
- 2^{ème} prestation artistique
- *Allocution du Coordonnateur du CELHTO*

11h 00 - 11h 30 Pause café

11h 30 - 12h 00 Questions de procédure

- Election du Bureau
- Adoption de l'ordre du jour
- Organisation des travaux

12h 00 - 13h 00 Point 1 : Leçon inaugurale

13h 00 - 14h 30 DEJEUNER

14h 30 - 15h 30 Point 2 : Exposé sur le thème suivant : *Quelle politique d'édition de l'Histoire Générale de l'Afrique et de promotion des outils pédagogiques qui en découlent dans l'espace scolaire et universitaire africain ?*

15h 30 - 16h 30 Point 3 : Exposé sur le thème suivant : *Traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les principales langues transfrontalières africaines : Bilan et perspectives*

16h 30 - 17h 00 PAUSE CAFE

17h 00 - 18h 00 Point 4 : Exposé sur le troisième thème : *Prolégomènes à une adaptation de l'Histoire Générale de l'Afrique aux réalités du moment*

Fin de la première journée

Mardi 03 novembre 2009

- 09h 00 - 11h 30** **Débats dans les Ateliers**
- 11h 30 - 12h 00* *PAUSE CAFE*
- 12h 00 - 13h 00** **Poursuite des Débats en Ateliers**
- 13h 00 - 14h 30* *DEJEUNER*
- 14h 30 - 17h 15** **Poursuite des Débats en Ateliers**
- 17h 15 - 17h 30* *PAUSE CAFE*
- 17h 30 - 18h 30** **Point 5 : Présentation des Conclusions et Recommandations
issues des Ateliers**
- 18h 30 - 18h 40** **Allocution de clôture de M. le Coordonnateur du CELHTO**
- 18h 40 - 18h 50** **Allocution de clôture de M. le Ministre de l'éducation Nationale,
Président de la Commission Nationale Nigérienne pour
l'UNESCO et l'ISESCO**
- 18h 30 - 19h 00** **Cérémonie de clôture et adoption du Rapport**

Fin de la deuxième journée

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

IV. LECON INAUGURALE

Récupérer le passé : Condition nécessaire à la construction d'un avenir meilleur

Le rôle de la nouvelle histoire africaine dans la problématique du développement du continent

« Longtemps, mythes et préjugés de toutes sortes ont caché au monde l'histoire réelle de l'Afrique. Les sociétés africaines passaient pour des sociétés qui ne pouvaient avoir d'histoire », écrivait Amadou Makhtar Mbow dans sa préface au volume I de l'Histoire Générale de l'Afrique. Le Directeur général de l'Unesco faisait remarquer qu'alors que l'Illiade et l'Odyssée, collections de traditions orales, étaient acceptées comme sources essentielles de la Grèce antique, ce rôle était refusé, par les historiens européens, aux traditions orales africaines.

« En fait, dit-il, on refusait de voir en l'Africain le créateur de cultures originales qui se sont épanouies et perpétuées, à travers les siècles, dans des voies qui leur sont propres et que l'historien ne peut donc saisir sans renoncer à certains préjugés et sans renouveler sa méthode. »

Il ajoute : « Un autre phénomène a beaucoup nui à l'étude objective du passé africain : je veux parler de l'apparition, avec la traite négrière et la colonisation, de stéréotypes raciaux générateurs de mépris et d'incompréhension et si profondément ancrés qu'ils faussèrent jusqu'aux concepts mêmes de l'historiographie. A partir du moment où on eut recours aux notions de « blancs » et de « noirs » pour nommer généralement les colonisateurs, considérés comme supérieurs, et les colonisés, les Africains eurent à lutter contre un double asservissement économique et psychologique. Repérable à la pigmentation de sa peau, devenu une marchandise parmi d'autres, voué au travail de force, l'Africain vint à symboliser, dans la conscience de ses dominateurs, une essence raciale imaginaire et illusoirement inférieure de *nègre*. Ce processus de fausse identification ravala l'histoire des peuples africains dans l'esprit de beaucoup au rang d'une ethno-histoire où l'appréciation des réalités historiques et culturelles ne pouvait qu'être faussée. »

A l'origine de cette désinformation systématique, consciente et planifiée sur le passé de l'Afrique et des Africains, il y a évidemment cette volonté de justifier ce génocide indirect mais massif auquel l'Europe s'est livrée pendant quatre siècles, suivi de la domination et de l'exploitation coloniale. Pour justifier cette entreprise criminelle, la faire entériner par la conscience des Européens eux-mêmes, il fallait que les Noirs deviennent des « nègres », que leurs nations deviennent des « tribus », leurs Etats des « territoires », leurs cultures des « folklores », leurs religions des « croyances » et des « superstitions », leurs institutions des « coutumes », leurs langues des « idiomes », des « patois » ou des « parlers », leurs souverains des « chefs », leurs médecins des « sorciers », leurs costumes des « accoutrements », etc.

Cet arsenal de concepts dévalorisants a été utilisé par la quasi-totalité des penseurs, écrivains, missionnaires, historiens, géographes et hommes politiques d'Europe pour justifier des crimes qui seraient de nos jours des « crimes contre l'humanité ».

Ce traitement injuste a été perçu par **un membre de la tristement célèbre colonne française qui fit, en 1899, tant de massacres au Niger, le capitaine O. Meynier, qui a écrit dans un livre, courageux pour l'époque et surtout de la part d'un officier colonial : *L'Afrique noire*, Paris, Flammarion, 1911 p. 206** : « Dès le premier jour de leur rencontre, écrit-il, les Européens ont posé en principe leur supériorité sur la race noire. Ils l'ont affirmée par un mépris profond de la race inférieure.

Bientôt, usant de la force, ils ont plié à l'esclavage les Africains, justifiant leurs actes par le droit du plus fort, mettant en avant leur supériorité morale. Ils n'ont guère changé de sentiment le jour où, émus d'une pitié toute cérébrale, ils ont proclamé l'émancipation des esclaves... Enfin, ils ont décidé d'intervenir directement sur cette terre de barbarie, pour y ouvrir des débouchés à leur commerce et, du même coup, ils ont jeté à bas les dernières traces existantes des civilisations africaines. A comparer leur œuvre avec celle des Berbères et même des Arabes, le parallèle n'est pas à ce jour à l'avantage des nations européennes. »

Un chef du gouvernement français, du nom de Jules Ferry, reconnaît devant la chambre des députés, que « La politique coloniale est fille de la politique industrielle... l'exportation est un facteur essentiel de la prospérité, et le champ d'emploi des capitaux, comme la demande du travail se mesure à l'étendue du marché étranger », puis il ajoute l'argument idéologique qui nous montre bien que l'idéologie nazie n'est pas née avec Hitler et qu'elle n'est pas l'apanage de l'Allemagne: « *Il faut dire ouvertement qu'en effet, les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures.* »

Malgré quelques différences de comportements, tous les colonialismes ont été marqués par l'âpreté de l'exploitation économique et animés par un sentiment de supériorité raciale.

J.P. Chrétien, spécialiste de la région des Grands Lacs, rappelle dans ce sens l'exemple d'un chantre de la supériorité raciale et écrit: « Le naturaliste Franz Stuhlmann, un des experts les plus écoutés de l'administration allemande avant 1914, peut écrire en 1910 dans une monographie sur l'artisanat en Afrique de l'Est: « Il faudra toujours se demander, à propos de chaque trait de civilisation en Afrique, s'il ne vient pas de l'extérieur, c'est-à-dire d'Asie » (« Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi » in J.L. Anselme... *Au cœur de l'ethnie!* La Découverte, Paris 1985, p. 132.

Dès le départ, l'Europe avait en effet entrepris d'humilier, abaisser, déconsidérer, pour mieux dominer et exploiter. Le projet colonial fut un projet raciste et oppresseur qu'il faudrait bien un jour appeler « crime contre l'humanité. » Il fut aussi un projet global, partie intégrante de ce qu'on a appelé l'impérialisme européen, un système que l'actuelle mondialisation ou globalisation cherche à perpétuer en l'adaptant aux circonstances. Les déplacements des explorateurs, missionnaires et anthropologues entraient dans ce cadre même si tous les acteurs n'étaient pas parfaitement conscients du rôle qu'on leur faisait jouer. Parmi les plus connus d'entre eux on peut citer Livingstone, à la fois explorateur et missionnaire, qui écrivait à un autre missionnaire: « **Nous venons parmi eux en tant que membres d'une race supérieure et serviteurs d'un gouvernement qui désire élever les parties les plus dégradées de la famille humaine. Nous sommes les membres d'une religion sainte et douce et pouvons par une conduite conséquente et par des efforts sages et patients devenir les précurseurs de la paix pour une race encore bouleversée et écrasée.** » (*Anthrop. et Col.* P 22).

Ces missionnaires venaient, guidés par une idéologie largement répandue dans leurs pays. Déjà Hegel, le célèbre philosophe allemand (1770-1830) pouvait écrire: « **L'Afrique n'est pas un continent historique ; elle ne montre ni changement ni développement.** » Les peuples noirs, dit-il, « **sont incapables de se développer et de recevoir une éducation. Tels nous les voyons aujourd'hui, tels ils ont toujours été.** » Il avait également renchéri: « **L'Afrique n'est pas intéressante du point de vue de sa propre histoire, mais par le fait que nous voyons l'homme dans un état de barbarie et de sauvagerie qui l'empêche encore de faire partie intégrante de la**

civilisation. L'Afrique, aussi loin que remonte l'histoire, est restée fermée, sans lien avec le reste du monde ; c'est le pays de l'or, replié sur lui-même, le pays de l'enfance qui, au-delà du jour de l'histoire consciente, est enveloppée dans la couleur noire de la nuit. » (*La Raison dans l'Histoire. Introduction à la Philosophie de l'Histoire*, P.U.G.E, 1965, p.247.

Et lorsqu'en 1793 un certain Dalzel avait osé écrire une *History of Dahomey*, son éditeur avait cru nécessaire d'expliquer cette incongruité en ces termes : « **Pour arriver à une juste connaissance de la nature humaine il est absolument nécessaire de se frayer un chemin à travers l'histoire des nations les plus grossières.** »

Marshal dans *Principles of economics*, 1890 écrit : « **Quel que soit leur climat et quels que soient leurs ancêtres, nous voyons les sauvages vivre sous l'empire de la coutume et de l'impulsion ; jamais ils ne s'engagent d'eux-mêmes dans des voies nouvelles ; jamais ils ne songent à l'avenir éloigné, et rarement même ils se préoccupent de l'avenir immédiat ; capricieux, en dépit de leur asservissement à la coutume, dominés par la fantaisie du moment, acceptant parfois les fatigues les plus pénibles, mais incapables de s'astreindre longtemps à un travail régulier, ils se soustraient autant que possible aux tâches difficiles et ennuyeuses ; celles qui ne peuvent être évitées sont accomplies par le travail forcé des femmes.** » [p.203]

Plus près de nous, en 1963 un professeur d'Oxford pouvait écrire : « **Peut-être qu'à l'avenir il y aura une histoire de l'Afrique à enseigner. Mais à présent, il n'y en a pas ; il y a seulement l'histoire des Européens en Afrique. Le reste est ténèbres... et les ténèbres ne sont pas un sujet d'histoire.** » De l'Angleterre à l'Allemagne et à l'Italie, l'idée de la supériorité raciale des Européens et de leur droit à diriger le reste du monde était profondément ancrée dans les esprits, propagée par leurs penseurs, leurs militaires, leurs capitalistes, leurs clergés et leurs marchands d'armes. Cette idée continue encore aujourd'hui à agir, dans la quasi-totalité des écrits consacrés Outre-Mer à l'Afrique, et cela dans tous les domaines sans exception.

Une fois le projet colonial réalisé au plan politique, les anthropologues et l'école reçurent à leur tour la charge de façonner les esprits colonisés. Un véritable arsenal conceptuel fut élaboré pour agir sur les esprits, pour s'emparer de l'âme des Africains. Il n'est pas indifférent que l'ethnologie ou l'anthropologie tire sa naissance de l'entreprise coloniale. Cette discipline s'est formée sur la base du rejet de l'histoire et sa mission était de refuser toute historicité à l'Afrique et plus particulièrement à l'Afrique Noire.

C'est à cette formidable machine à broyer les esprits et les âmes que s'était attaqué Cheikh Anta Diop en dévoilant la réalité de ce que fut la civilisation égyptienne et ce que le monde entier lui doit, à commencer par l'Europe. Malgré la faiblesse de ses armes et son isolement, il a réussi à tirer le voile que le racisme avait jeté sur l'égyptologie, écrivant sa légende de son vivant au cours de ce combat épique. Sa thèse peut être à juste titre considérée comme le texte fondateur du Nouvel Africain Noir.

Le rôle de ce savant suffit à souligner l'importance du travail de l'historien dans la réhabilitation des peuples opprimés, des passés dénaturés, des nations avilées. « Avant de s'attaquer au corps des peuples, on s'attaque à leur âme » et il suffirait à l'historien de révéler la vérité en abattant l'édifice mensonger de l'idéologie raciste du colonialisme pour mériter de son peuple et de l'Histoire. J. Ki Zerbo a écrit à ce sujet, justifiant le projet *d'Histoire Générale de l'Afrique* de l'Unesco : « Tous les maux qui frappent l'Afrique aujourd'hui, ainsi que toutes les chances qui s'y révèlent, résultent de forces

innombrables propulsées par l'Histoire. Et de même que la reconstitution de l'évolution d'une maladie est la première étape d'une entreprise rationnelle de diagnostic et de thérapeutique, de même la première tâche d'analyse globale de ce continent est historique. **A moins d'opter pour l'inconscience et l'aliénation, on ne saurait vivre sans mémoire, ni avec la mémoire d'autrui. Or l'Histoire est la mémoire des peuples. »**

Ce rôle de la mémoire recouvrée qui libère des entraves psychologiques a été bien compris de tous ceux qui ont dominé ou continuent à dominer le continent. La falsification de l'histoire a été en effet un des traits les plus pernicioseux et les plus permanents de la lutte que l'Occident a menée contre les peuples d'Afrique et d'ailleurs. Certains anthropologues américains avaient tenté, en 1947 de redresser le tort causé jusque-là par leurs peuples et par l'historiographie coloniale aux peuples dominés, en croyant candidement que la naissance des Nations Unies pouvait signifier un début de justice. Ils soumièrent, au nom du Bureau exécutif de l'*American Anthropological Association*, à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, un « **Projet de déclaration** » qui disait : « Etant donné le grand nombre de sociétés qui sont entrées en contact étroit dans le monde moderne, et la diversité de leurs modes de vie, la tâche rencontrée par ceux qui désirent rédiger une Déclaration des Droits de l'Homme consiste essentiellement à résoudre le problème suivant : comment la déclaration proposée peut-elle être applicable à tous les êtres humains, et ne pas être une déclaration de droits conçue uniquement dans les termes des valeurs dominantes dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique ? ». Parlant de l'entreprise de colonisation conduite par l'Europe à travers le monde le texte ajoute : « **Les conséquences de ce point de vue ont été désastreuses pour l'humanité. Les doctrines du « fardeau de l'homme blanc » ont été employées pour justifier l'exploitation économique et pour dénier le droit de contrôler leurs propres affaires à des millions d'individus dans le monde, là où l'expansion de l'Europe et de l'Amérique n'a pas entraîné l'extermination totale des populations. Rationalisée en termes de description de l'infériorité culturelle de ces peuples, ou en une conception de leur retard dans le développement de leur « mentalité primitive » qui justifiait leur mise en tutelle par leurs maîtres, l'histoire de l'expansion du monde occidental a été marquée par une démoralisation de la personnalité humaine et la désintégration des droits de l'homme parmi les peuples sur lesquels l'hégémonie a été établie. »** (*Ant. Et Col* p.161)

En réalité, la victoire contre l'Allemagne et l'Italie ne fut pas la victoire de l'humanisme contre la barbarie. L'Europe n'a tiré aucune leçon morale de la guerre, comme le montrent les massacres perpétrés en Afrique du Nord, en Afrique Occidentale, en Indochine et à Madagascar par l'armée française contre les combattants qui voulaient un peu plus de justice pour eux-mêmes après avoir versé leur sang pour la libération de la France.

On aurait pu, après les indépendances, tourner la page, ouvrir un nouveau chapitre. En réalité le mal était profond et, malheureusement la page n'a pas été tournée, parce que l'Europe a réussi à perpétuer son système à travers une élite africaine qu'elle a fabriquée pour poursuivre la tâche assignée au système colonial. J.P Chrétien dans la contribution citée plus haut, montre le caractère particulièrement pernicioseux de l'action coloniale belge et de l'Eglise au Rwanda et au Burundi ; comment le mythe hamitique (à l'origine Cham désignant un fils maudit de Noé dans la Bible) a subi un renversement complet pour représenter des « caucasoïdes » d'origine blanche, les Tutsi, et comment l'éducation de l'Eglise a réussi à convaincre les élites tutsi de leur altérité et de leur

supériorité sur les Hutu. Il écrit : « L'aristocratie tutsi rwandaise, dans sa nouvelle dimension, a été particulièrement sensible aux cautions « scientifiques » données à sa qualité « noble ». Même en milieu rwandais exilé, le mythe des origines égyptiennes et de la supériorité « hamitique » survit encore aujourd'hui dans la tête de gens qui en ont été les victimes après avoir cru en être les bénéficiaires. »

J.P. Sartre, dans sa préface aux *Damnés de la Terre* de Franz Fanon avait décrit ainsi ces cadres africains façonnés par l'école et l'idéologie coloniales : « L'élite européenne entreprit de fabriquer un indigénat d'élite ; on sélectionnait des adolescents, on leur marquait sur le front, au fer rouge, les principes de la culture occidentale, on leur fourrait dans la bouche des baillons sonores, grands mots pâteux qui collaient aux dents ; après un bref séjour en métropole on les renvoyait chez eux, truqués. Ces mensonges vivants n'avaient plus rien à dire à leurs frères. »

Ces mensonges vivants ont réussi, à cause du privilège de leur formation occidentale, et très souvent avec la bénédiction des puissances coloniales, à monopoliser le nouveau pouvoir octroyé par les maîtres d'hier, un pouvoir à leur propre image, truqué.

Dans la région des Grands Lacs comme partout ailleurs, l'histoire de l'Afrique fut donc systématiquement déformée, saccagée, violentée par la quasi-totalité des écrits venus d'Europe, des historiens comme Jean Suret-Canale ou Abdullahi Smith et quelques autres venus par la suite, restant des exceptions notables. Après 450 années de domination politique, économique, d'asservissement culturel et de lavage de cerveau, il fallait, comme le préconisait Franz Fanon, une rupture radicale pour réveiller les élites et le peuple de cette longue anesthésie ; la rupture n'a pas eu lieu. Mais des Africains (d'Afrique et de la Diaspora) ont senti la nécessité de la révolte contre cette négation de l'être africain. Ils « ont ressenti profondément écrit Mbow, le besoin de rétablir sur des bases solides l'historicité de leurs sociétés. »

Il revenait donc à l'historien de procéder au travail de « décapage » nécessaire à l'éveil des consciences. Il est vrai que la falsification de l'histoire ne s'est pas limitée à l'Afrique seule, car l'Europe l'a étendue à l'ensemble de la planète.

Le cas du traitement fait à la civilisation islamique peut servir d'illustration à ce que je disais plus haut. Malgré les travaux réalisés dans beaucoup de ces pays, l'Occident a continué à véhiculer les contre vérités répandues depuis des siècles sur cette civilisation à laquelle il doit plus qu'à aucune autre. « Les savants occidentaux, écrit A.Guillaume dans *Islam* (Pelican Books p. 85).se rendirent en Espagne pour apprendre la philosophie, les mathématiques, l'astronomie, et la médecine. Les plus anciennes universités européennes ont une immense dette envers ces savants qui rapportèrent d'Espagne les connaissances qu'ils avaient acquises dans les universités arabes de ce pays ».

Sigrid Hunke, dans son livre « *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident* » a rappelé ce que fut l'énorme dette de la civilisation occidentale à l'égard de l'Etat islamique dans tous les domaines du savoir sans exception aucune, en dépit de l'amnésie historique collective qui semble avoir frappé l'Europe sur le sujet : « Alors que l'Europe se débattait dans un Moyen Age de conflits et de blocage, écrit-elle, le monde arabe était le théâtre d'une admirable civilisation fondée sur les échanges économiques, intellectuels et spirituels. Dans toutes les disciplines - mathématiques, astronomie, médecine, architecture, musique et poésie-, les Arabes multiplièrent les plus prodigieuses réalisations....Les réalisations de cette prestigieuse civilisation ont peu à peu gagné l'Europe où elles jouèrent un rôle déterminant dans l'éclosion de la civilisation occidentale ».

On peut cependant remarquer que dans toutes les régions du monde à l'exception de l'Amérique latine où les descendants des anciens génocidaires des Indiens continuent à monopoliser le pouvoir, la tâche de réhabilitation du passé a été une des premières priorités des élites. Ce ne fut pas le cas en Afrique, en particulier en Afrique Noire où un seul et unique chef d'Etat, Kwame Nkrumah entreprit cette réhabilitation. Cet élan fut malheureusement annihilé par l'Occident avec la complicité de certains chefs d'Etat africains.

Mais le flambeau sera repris par les savants africains, car la réhabilitation de l'Afrique passait d'abord, et nécessairement, par la récupération de sa personnalité historique, devoir impérieux dont les historiens assumèrent la charge. Car la connaissance historique qui réveille, libère dans le même temps et engage à l'effort dans la dignité.

« L'histoire, écrit Henri Irénée Marie (*De la connaissance historique* pp. 272-273), nous libère des entraves, des limitations qu'imposait à notre expérience de l'homme notre mise en situation au sein du devenir, à telle place dans telle société à tel moment de son évolution, -et par là elle devient en quelque sorte un instrument, un moyen de notre liberté....La prise de conscience historique réalise une véritable catharsis, une libération de notre inconscient sociologique un peu analogue à celle que sur le plan psychologique cherche à obtenir la psychanalyse. » « Nous observons, ajoute-t-il, ce mécanisme à première vue surprenant, par lequel « la connaissance de la cause passée modifie l'effet présent » : dans l'un et l'autre cas l'homme se libère du passé qui jusque-là pesait obscurément sur lui, non par l'oubli mais par l'effort pour le retrouver, l'assumer en pleine conscience, de manière à l'intégrer. C'est en ce sens ... que la connaissance historique libère l'homme du poids de son passé. Ici encore l'histoire apparaît comme une pédagogie, le terrain d'exercice et l'instrument de notre libération».

La connaissance objective du passé permet à l'historien de démasquer les impostures idéologiques qui visent à pérenniser des situations d'injustice et d'oppression. Mais la contribution de l'histoire va bien au-delà de ce combat préalable. En vérité elle prépare à ce combat, de par ses méthodes et les objectifs qu'elle s'assigne. Ibn Khaldun (1332-1406) le père de la sociologie et le précurseur de la théorie moderne de l'histoire et de la critique historique fut un exemple typique de l'historien engagé dans les combats de son siècle. Mohamed Aziz Lahbabi, auteur d'un petit opuscule intitulé *Ibn Khaldun* (Seghers, Paris 1968) écrit : « Avec Ibn Khaldun, l'histoire devient une discipline ayant son objet propre, ses méthodes particulières et ses lois ; elle peut prétendre au titre de « science ». Quant à la société considérée jusqu'alors comme simple réceptacle géographique où se déroulent guerres, razzias, luttes de concurrence et révoltes de palais, elle constitue l'objet réel de l'histoire devenue « science ».

Considérer l'histoire comme une science à part entière, ayant un objet ou des objets précis et des méthodes propres, est une conception révolutionnaire dans la pensée humaine. **On considèrera l'histoire comme une science parce qu'elle suit des processus soumis à des lois... il devient (donc) nécessaire de rechercher les lois qui déterminent les structures économiques et politiques des sociétés humaines....** Partie de l'actualité vécue, la réflexion de l'historien s'est élargie pour aboutir aux fondements lointains des événements sociaux, à l'explication historique de la dynamique du *'umrân basharî*. Cette grande idée que l'Occident ne concevra clairement qu'au XIX^e siècle, se trouvait déjà chez Ibn Khaldun cinq siècles avant, et ce n'est pas la seule idée géniale du penseur africain. » (pp.12-13). **L'objet de l'histoire est la société humaine et son but est de nous faire comprendre l'état social de l'homme.**

La contribution d'Ibn Khaldun fut donc capitale dans la constitution de l'histoire comme science avec l'apparition d'une critique historique rigoureuse, externe et interne, qui plonge le chercheur dans le tréfonds des événements, afin qu'il les comprenne et les explique et éclaire le présent grâce à la connaissance du passé .

Nous pouvons facilement saisir l'influence de la pensée khaldunienne sur les théoriciens de l'histoire française du XX^e siècle. Ainsi, dans son introduction au livre de Marc Bloch *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien* Lucien Febvre autre historien célèbre, écrit : « Chaque fois que nos strictes sociétés en perpétuelle crise de croissance, se prennent à douter d'elles-mêmes, on les voit se demander si elles ont eu raison d'interroger leur passé ou si elles l'ont bien interrogé. » Plus loin il écrit : « **Car la nature de notre entendement le porte beaucoup moins à vouloir savoir qu'à vouloir comprendre. D'où il résulte que les sciences authentiques sont, à son gré, celles qui réussissent à établir entre les phénomènes des liaisons explicatives.** »

Quant à l'auteur, qui fut martyr du fascisme nazi, il rejoint dans son analyse du métier d'historien et de sa science, ce qu'a dit Ibn Khaldun. Il reconnaît, comme l'auteur de la *Muqaddama* lorsqu'il expliquait le dépérissement des civilisations que « **l'homme passe son temps à monter des mécanismes dont il demeure ensuite le prisonnier plus ou moins volontaire** » (p.11). Comme lui il insiste sur les liens étroits du passé et du présent et affirme que « **L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent ; elle compromet, dans le présent, l'action même.** » Il avertit également que « **L'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé. Mais il n'est peut-être pas moins vain de s'épuiser à comprendre le passé si l'on ne sait rien du présent.** »

C'est au présent que nous empruntons, consciemment ou non les éléments grâce auxquels nous reconstituons le passé, et le bon historien est donc, nécessairement, un être plongé dans la réalité de son siècle. On peut dit-il être un grand mathématicien tout en s'isolant du monde, « Mais l'érudit qui n'a le goût de regarder autour de lui ni les hommes, ni les choses, ni les événements, il méritera peut-être, comme disait Pirenne, le nom d'un antiquaire. Il fera sagement de renoncer à celui d'historien. »

Enfin André Nouschi dans son *Initiation aux sciences historiques* écrit : « L'historien doit faire effort pour appréhender les faits et les interpréter avec le maximum d'objectivité : il existe ainsi une objectivité singulière liée à la vraisemblance des hypothèses ; celles-ci ont d'autant plus de chances de correspondre à la réalité qu'elles permettent d'expliquer le plus profondément et le plus complètement une ligne de faits apparemment désordonnés. Ainsi l'historien recrée la réalité telle qu'elle a été ressentie par les contemporains ; quelquefois il va même plus loin que les contemporains, car il dispose d'éléments plus vastes, et plus nombreux ; alors il peut mieux discerner l'important de l'accessoire...Ce travail exige de l'historien des qualités multiples : il doit prêter attention au pays, à son environnement ; **avant de comprendre le passé, il doit « voir » le présent.** Et selon la nature du problème envisagé, il doit accepter de toucher à des disciplines ou à des techniques qui sont traditionnellement étrangères à l'histoire : la démographie, la pédologie, la pathologie ou l'hygiène, le droit avec toutes ses nuances...la sociologie, la théologie... » L'historien dit-il étudie les structures parce qu'il s'agit pour lui de comprendre la réalité profonde des événements. Il doit savoir bien observer sans négliger aucun élément car, comme dit Samaran dans sa préface à *L'histoire et ses méthodes* (*Encyclopédie de la Pléiade* : « **L'histoire doit être totale. Rien dans le passé de l'homme ne doit lui être étranger. Tout est objet d'histoire. Il n'y a pas de faits « historiques » et de faits « non historiques** ». Rien ne doit être négligé parce que la société forme un ensemble complexe dont la compréhension met en jeu plusieurs types de savoirs :

économie, politique, sociologie, psychologie, religion, culture, technique, ici étroitement imbriqués et interdépendants. « Entre les stratégies politiques, les structures économiques, les institutions, les mentalités, il existe des relations complexes, subtiles, mais réelles, écrit M. Bernard dans *Le Marxisme et l'Histoire* Quelles sont ces relations ? Quelles sont les structures fondamentales d'une société ? Comment se transforme-t-elle ? Voilà les questions qui définissent l'enjeu d'une théorie de l'histoire. » Mais cet enjeu ajoute-t-il est également pratique car, « **Comprendre la société où l'on vit et celles qui l'ont précédée, celles qui l'environnent, c'est se donner aussi les moyens d'agir sur elle, les moyens de la transformer. Par là s'ouvre la possibilité pour l'humanité d'une action consciente sur son devenir.** »

La cause est ainsi entendue, la connaissance du passé des sociétés s'impose à quiconque ambitionne de les transformer. De par sa formation, l'historien dispose des atouts nécessaires à cette compréhension nécessaire.

Dans les pays où la « mal gouvernance » découle d'abord de la rupture entre le pays réel et le pays officiel, l'historien peut aider à réveiller les élites fabriquées par l'école coloniale de leur sommeil profond. L'histoire des pays d'Asie et de leur effort pour récupérer leur identité, de leurs succès dans tous les domaines, doivent être enseignés aux enfants d'Afrique. Il n'y a pas de développement réussi sans projet national préalable, sans volonté nationale, sans adhésion massive au moins d'une fraction importante de la nation et cette adhésion suppose que l'école, les dirigeants et le peuple parlent la même ou les mêmes langues. La nation a une âme et cette âme est configurée par l'histoire. La création de la nation est une action de l'esprit objectivée par des actions concrètes dans les domaines de la culture, de l'éducation, dans l'armée, les médias, dans la conduite des affaires de l'administration publique et privée, dans le domaine du sport, dans l'attitude par rapport à l'environnement intérieur et extérieur. Un système étatique qui fait table rase du passé est nécessairement voué à l'échec car on ne construit pas sur du vide comme nous le rappelle l'édifiante histoire de Kabrin Kabra. L'histoire nous apprend que les obstacles insurmontables que nous rencontrons dans le fonctionnement de nos systèmes éducatif, judiciaire, politique, législatif et administratif ne découlent pas de la faiblesse des moyens ; il s'agit de raisons structurelles découlant de l'extranéité de ces systèmes ; ils sont en effet le reflet de l'histoire des sociétés européennes qui les ont enfantés pour résoudre leurs problèmes. Ils sont étrangers à notre histoire et ne peuvent donc résoudre nos problèmes.

En procédant à une démythification de l'histoire de l'Afrique, de l'Europe et du monde telle que le colonialisme l'a présentée et telle qu'elle continue à être véhiculée dans l'ère post coloniale, l'historien pourrait aider son peuple à prendre conscience de la pluralité des options que l'Histoire offre aux hommes et de la non fatalité de la voie européenne. Quoi de plus absurde que de penser que notre façon d'organiser nos sociétés, nos Etats, notre système éducatif, nos médias, nos économies et notre système judiciaire doivent être nécessairement copiés sur un modèle étranger, alors que les sociétés africaines sont les sociétés mères de l'humanité ? Pourquoi l'Occident, alors en retard de plusieurs siècles sur le monde musulman n'a-t-il pas, en même temps qu'il adoptait sa science, adopté sa langue, son organisation de l'économie, son système social et éducatif ?

La lutte pour le réveil de l'homme africain et la réhabilitation totale de son passé et de sa culture, est le combat primordial qui conditionne tous les autres. Gérard Leclerc rappelle opportunément dans « *Anthropologie et colonialisme* » que « L'indépendance existait avant la colonisation. L'indépendance précoloniale était indissociable d'un certain mode d'existence autre que celui de l'Occident et surtout que celui que l'Occident a érigé dans les colonies.

La véritable indépendance n'est pas le transfert de l'autorité politique à des groupes qui se chargeraient de continuer l'occidentalisation, de perpétuer la domination des valeurs occidentales. Elle est la persistance à vouloir vivre selon des valeurs propres, des « valeurs à soi ».

Connaître le passé pour mieux transformer le présent, quoi de plus normal ? « L'avenir a un long passé » dit le Talmud de Babylone. C'est dans l'intérêt de nos sociétés déstructurées et dépourvues de perspectives, de savoir ce qu'elles furent, ce que furent les autres sociétés à travers le monde, afin de les aider à trouver une alternative radicale aux pratiques qui les ont amenées à l'impasse actuelle. L'historien peut se contenter d'être une conscience. Mais, dans les situations historiques difficiles, tous les historiens conscients furent aussi des acteurs engagés, comme le furent tous les intellectuels authentiques, de l'époque des prophètes à nos jours.

J'ai très peu parlé de l'Histoire Générale de l'Afrique. Mais vous pouvez saisir en filigrane le lien étroit entre cette communication et cette considérable contribution à la libération de l'Afrique. Elle adhère à la déclaration de Makhtar Mbow quand il dit (p. 13) : « Je suis convaincu que les efforts des peuples d'Afrique pour conquérir ou renforcer leur indépendance, assurer leur développement et affermir leurs spécificités culturelles, doivent s'enraciner dans une conscience historique rénovée, intensément vécue et assumée de génération en génération ».

« Une histoire envisagée essentiellement de l'intérieur » selon l'expression de Bethwell A. Ogot, président du Comité scientifique international pour la rédaction de l'Histoire générale de l'Afrique.

« L'histoire de l'Afrique doit être réécrite », écrit J. Ki Zerbo. On peut dire qu'avec cette encyclopédie un grand pas a été fait, dont il reste la popularisation.

« L'Afrique est le berceau de l'humanité », rappelle (*A quand l'Afrique*, p.9.) ce grand combattant pour la dignité africaine. Il ajoute : « ...Il est vrai que les Africains eux-mêmes n'exploitent pas suffisamment cet « avantage comparatif » qui consiste en le fait que l'Afrique a été le berceau d'inventions fondamentales, constitutives de l'espèce humaine pendant des centaines de milliers d'années. »

Le « vieux continent, ce n'est donc pas l'Europe, mais l'Afrique ».

La « mère de l'humanité » c'est bien cette Afrique dominée et bafouée. Le berceau de toutes les civilisations, de tous les arts, le berceau de l'écriture, c'est encore l'Afrique. La puissance et la prospérité de l'Europe et de l'Amérique ont été bâties grâce au sang et à la sueur de centaines de millions d'Africains et nous vivons encore les conséquences de cette rencontre cauchemardesque avec l'Europe. Tous les Africains, de la maternelle à l'âge adulte doivent connaître ces épisodes révoltants car « La traite des Noirs fut le point de départ d'une décélération, d'un piétinement, d'un arrêt de l'histoire africaine...**Si l'on ignore ce qui s'est passé au travers de l'histoire de la traite des Noirs, on ne comprend rien à l'Afrique.** » (*A quand l'Afrique*, p. 23):

La popularisation de cet important travail doit servir de véritable catharsis qui réveille nos peuples, puisque nos dirigeants sont pour la plupart enfoncés dans un sommeil sans fin.

Parce que, comme le dit encore KI-Zerbo (p. 150) : « **Si nous nous couchons, nous sommes morts.** »

Djibo HAMANI, Niamey, Octobre 2009.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE. Edit du Seuil, Paris

AMSELLE, J-L et MBOKOLO, E. (Edit.) :

Au cœur de l'ethnie, Edit. La Découverte, Paris, 1985

BERNARD, M :

Le marxisme et l'Histoire, édit. Sociales, Paris, 1979. Paris

BLOCH, Marc :

Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien, Edit. A. Colin, 1967

KI -ZERBO, Joseph :

A quand l'Afrique ? Edit. de l'Aube, Le Moulin du Château, 2003

LAHBABI, M. A. :

Ibn Khaldun, Edit. Seghers, Paris, 1968

LECLERC, Gérard :

Anthropologie et Colonialisme, Edit. Fayard, 1972

MARROU, Henri-Irénée :

De la connaissance historique, Edit. du Seuil, 1975

PREISWERK, R. et PERROT, D. :

Ethnocentrisme et Histoire, Edit. Anthropos, Paris, 1975

SURET- CANALE, Jean :

Afrique Noire - L'ère coloniale, (1900-1945), Edit. Sociales, Paris 1964.

UNESCO : Histoire Générale de l'Afrique, volume I

(Méthodologie et préhistoire africaine), 1980 (réimpression de 1999)

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

V. Conférence de M. Herman SOME

ATELIER DE FORMATION CELTHO UA NIAMEY

Communication sur le thème :

« Quelle politique d'édition de l'Histoire Générale de l'Afrique et de promotion des outils pédagogiques qui en découlent dans l'espace scolaire et universitaire Africain ? »

SOMMAIRE

I - RAPPEL

Causes de la faiblesse de la lecture en Afrique noire

II - BILAN DE L'EDITION DE L'HISTOIRE GENERALE DE L'AFRIQUE depuis le lancement du Projet (...),

III - SITUATION DU PROJET DE TRANSFORMATION DE CE MANUEL EN OUTIL PEDAGOGIQUE MODERNE

IV - CAUSES D'UNE TELLE SITUATION (Manque de diffusion et de promotion)

V - PROPOSITIONS DES EDITIONS L'HARMATTAN

I - RAPPEL

La faiblesse de la lecture en Afrique noire n'est plus à relever, tant elle est criarde. Et le plus désespérant, c'est qu'elle touche dorénavant toutes les couches de la société, intellectuels y compris, du fait de l'apparition des fameuses « Technologies de l'Informations et de la Communications ». Mais en général, et en ce qui concerne la majorité des populations africaines noires, le problème de la lecture se situe ailleurs : l'édition. D'innombrables études, recherches, rapports et enquêtes (voir le catalogue harmattan sur le site www.harmattan.fr , concernant l'histoire de l'Afrique et les études sur l'édition) y ont été consacrés et depuis de longues années, mais sans encore réussir à aplanir les difficultés qui la minent. Ces difficultés peuvent se résumer en quatre points.

1) L'analphabétisme, qui recouvre deux réalités :

- la première réalité est la méconnaissance, majoritairement, des langues nationales modernes, issues de la colonisation. Tous les livres que nous trouvons dans nos librairies sont écrits en français, anglais, etc, selon les zones ;
- la seconde réalité est l'impossibilité de la traduction du livre en toutes les langues nationales traditionnelles. Par exemple, le Burkina Faso compte à lui seul plus de soixante langues nationales. Pire, très peu des populations rurales ont été formées à lire et à écrire dans leurs langues maternelles.

2) Le deuxième point est la pauvreté des populations. Ainsi, celles-ci ont des préoccupations plus urgentes que celle de s'acheter des livres.

3) Le troisième point concerne l'Etat, dont les politiques en matière d'édition sont obsolètes, lourdes, de même que le régime fiscal y afférent.

4) Le quatrième et dernier point, enfin, peut résider dans l'édition elle-même, pour son personnel peu qualifié et ses circuits de diffusion insuffisants et désorganisés.

II - BILAN DE L'HISTOIRE GENERALE DE L'AFRIQUE DEPUIS LE LANCEMENT DU PROJET...

C'est aux difficultés ci-dessus énumérées que se retrouve confrontée la remarquable Histoire Générale de l'Afrique, étude issue de la 16ème Conférence Générale de l'UNESCO.

Ce livre, initialement conçu, en direction des écoles, lycées et universités africains, est malheureusement détenu, dans son volet distribution par une minorité d'éditeurs ou de distributeurs européens du monde du livre, rendant ainsi leur accès difficile pour la majorité des acteurs de la chaîne du livre africain. Cet ouvrage connaît ainsi un destin inattendu: il demeure inconnu de la grande majorité des premiers intéressés, à savoir élèves et étudiants, mais aussi enseignants, chercheurs et intellectuels en général. Ce constat nous emmène à dresser la situation du projet de transformation de l'Histoire Générale de l'Afrique en outils pédagogiques modernes.

III - SITUATION DU PROJET DE TRANSFORMATION DE L'HGA EN OUTILS PEDAGOGIQUES MODERNES

Le projet de transformation du manuel Histoire Générale de l'Afrique (HGA) en outils pédagogiques modernes devait s'effectuer sous plusieurs angles :

- 1) son transfert sur support numérique et audiovisuel (CD, films et autres objets iconographiques) ;
- 2) sa transformation en bandes dessinées adaptées aux différents niveaux d'études.

Ces supports pourraient être d'une contribution non négligeable, s'ils sont bien cadrés dans leur conception et leur diffusion. De ce fait, ils pourraient connaître, un sort meilleur à celui du livre lui-même. Malheureusement, des enquêtes menées par nos soins auprès d'organismes compétents en la matière (...), ainsi qu'auprès de plusieurs médias crédibles, ont conduit au triste constat qu'aucune transformation, ni même un simple projet de transformation de l'Histoire Générale de l'Afrique, ne leur est connu. Cette situation peut être corrigée, à la base, par l'introduction, ne serait-ce qu'en partie, dans un premier temps, de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les manuels scolaires de nos pays, et même au niveau de l'alphabétisation dans les différentes langues nationales traditionnelles.

IV - CAUSES DE CETTE SITUATION (manque de diffusion et de promotion)

Les causes de cette situation résident dans le manque de diffusion et de promotion de l'ouvrage, et nous proposons les pistes suivantes :

- **La diffusion**

Pour ce qui concerne la diffusion :

- 1) Il serait nécessaire de repenser le rôle et la place des maisons d'édition, multinationales et institutionnelles en Afrique. En effet, ces dernières ont institué un système qui leur permet d'avoir la mainmise sur le marché africain du livre, en dépit des problèmes moraux, éthiques, politiques et économiques qu'engendre cette situation.

En effet, il est indiscutable que ceci constitue un frein au développement non seulement d'une véritable industrie africaine du livre, mais aussi, de façon indirecte, au développement tout court.

2) Les institutions internationales concernées par l'édition scolaire et universitaires doivent favoriser par principe l'ouverture du marché du livre scolaire aux éditeurs africains en les informant des modalités pratiques de ce marché et en les accompagnant tout au long du processus de production et de diffusion...

3) Chaque Etat africain doit considérer l'industrie du livre comme secteur culturel spécifique et prioritaire en matière de culture, cela non seulement dans les discours, mais aussi et surtout dans les actes.

- **La promotion**

Pour ce qui concerne la promotion :

1) Développer une véritable politique du livre en consultation avec toutes les institutions concernées par la vie du livre dans chaque pays africain (éditeurs, associations nationales d'éditeurs, librairies, etc.).

2) L'UNESCO, en tant qu'institution marraine et bailleurs de fonds de l'étude sur l'Histoire Générale de l'Afrique, devrait faire pression sur les Etats africains pour établir, dans chaque pays, un contexte favorable à l'expansion des outils pédagogiques issus de l'Histoire Générale de l'Afrique.

Au vu de tout ce qui précède, une relance du projet de l'Histoire Générale de l'Afrique s'impose et les Editions l'Harmattan, leader incontesté de l'édition en Afrique, ne sauraient ignorer leur rôle. Ainsi, des perspectives ont déjà été élaborées, de même que des propositions concrètes d'une collaboration étroite avec le Projet en vue de la réalisation effective des objectifs initiaux de celui - ci.

V - PROPOSITIONS DES EDITIONS L'HARMATTAN

Dans le cadre d'une relance effective de l'Histoire Générale de l'Afrique, les Editions L'Harmattan, pour le cas où les conditions que nous énumérons plus loin seront satisfaites, sont prêtes à s'engager dans les trois chantiers suivants :

A - Introduction partielle de L'HGA dans les manuels scolaires de la sous-région

Vu la difficulté d'accès à l'HGA (rareté dans les bibliothèques, coût élevé dans les librairies), les Editions L'harmattan proposent, dans un délai d'un an, une reprise entière des manuels d'histoire et de géographie des pays de la sous région ouest africaine, en y introduisant l'essentiel du contenu de l'HGA, ce en collaboration avec les coordonnateurs de celle-ci pour ce qui est de la question purement pédagogique.

b - Confection de bandes dessinées comme outils pédagogiques

Cette trouvaille de la bande dessinée est judicieuse, de la part des concepteurs du Projet. En effet, l'image, le dessin en l'occurrence, est le support le plus à même de toucher le plus grand nombre d'Africains, jeunes comme moins jeunes, et les Editions L'Harmattan, dans le délai susdit, proposent l'élaboration de bandes dessinées destinées à chaque niveau spécifique suivant : la maternelle, le primaire et le collège.

C - Confection de bandes dessinées en langues nationales

Dans le souci de porter l'HGA au plus grand nombre d'Africains, les Editions l'Harmattan proposent d'élaborer des bandes dessinées dans les langues nationales traditionnelles selon les critères suivants :

1) dans les langues à caractère sous-régionales :

- le **jula** (ou **bambara**), qui réunit cinq (05) pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et le Mali ;
- le **hausa**, qui réunit six (06) pays : le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Niger, le Nigeria et le Cameroun.

2) dans les deux plus importantes langues restantes de chaque pays.

Je vous remercie.

Mr SOME Y. Hermann
Directeur
HARMATTAN BURKINA
Avenue Mohamar KADHAFFI
12 BP 226 Ouagadougou 12
Tél : 00226 50 37 54 36 / 00226 76 59 79 86
E-mail : harmattanburkina@fasonet.bf
www.harmattanburkina.com



Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

VI. Conférence **du Pr. Mahaman Bachir Attouman**

Traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les principales langues transfrontalières de l'Afrique : Bilan et perspectives

La rédaction de l'Histoire Générale de l'Afrique a été à l'origine de la création du Centre Linguistique par Tradition Orale. Les objectifs visés étaient non seulement d'écrire et de mettre à la disposition des Africains et des autres Peuples une histoire de l'Afrique débarrassée des vues colonialistes et racistes, mais surtout de disposer d'un outil pédagogique pour l'éveil de la conscience africaine. Il fallait donc assurer une meilleure connaissance de l'Histoire de l'Afrique par une large distribution de l'ouvrage dans les écoles et universités africaines, produire des manuels scolaires à partir de l'HGA et procéder à sa vulgarisation. C'est pourquoi sa traduction à partir de la version abrégée dans les principales langues africaines a été décidée dès 1978 par le Comité Scientifique International chargé de piloter l'élaboration de l'ouvrage, en choisissant d'abord le Kiswahili et le Hausa tout en retenant que la traduction pourra se faire dans d'autres langues telles le Peul, le Yorouba, le Lingala, etc. On pourra considérer l'année 1981 comme date de départ de toutes les opérations en vue de la traduction et de la publication de l'Histoire Générale de l'Afrique. C'est en effet cette année que l'UNESCO signa des contrats avec l'Institut de Recherche sur le Kiswahili de Dar-es-salam et le CELTHO de Niamey pour la traduction en Kiswahili et en Hausa. Pour le Peul l'opération débuta en 1986 par la signature d'un contrat identique avec la Société d'Etudes Peules.

Nous présentons rapidement la situation actuelle de ce grand projet tout en insistant d'avantage sur les problèmes et obstacles à la diffusion de l'HGA et les conditions d'atteinte des objectifs qui lui ont été assignés ainsi que des nouvelles perspectives dans la situation actuelle où les Tics ont fait leur apparition.

Etat des traductions

Pour le **Kiswahili** la traduction des huit volumes achevée en 1994 a duré 13ans. Cette relative rapidité s'explique par le fait que les traducteurs du Kiswahili n'avaient pas jugé nécessaire de procéder, au préalable, à régler le problème des termes nouveaux et techniques, estimant que le Kiswahili était suffisamment doté pour entreprendre directement la traduction. Il faudra nécessairement procéder à la vérification de cette situation par un travail d'évaluation de la qualité de la traduction, de sa compréhension en insistant sur le niveau d'harmonisation terminologique.

De 1981 à aujourd'hui, soit 28 ans, la traduction en **Hausa** n'est toujours pas terminée. La situation est la suivante : deux volumes publiés (le II en 1989 et le I en 1991) ; le tirage du VIIème volume a été arrêté en 2000 pour la mauvaise qualité de sa publication, il reste donc à être publié ; les volumes III, IV et VI sont traduits et prêts pour la publication ; le volume V est traduit mais n'est pas révisé, ni adopté donc pas prêt pour la publication ; quant au volume VIII il reste à être traduit, révisé, adopté et publié.

La raison principale de cet énorme retard est certainement d'ordre financier, le sous-comité scientifique n'ayant pas pu disposer de ressources financières de façon continue pour mener son travail sans interruption. En second lieu la démarche adoptée par le sous-comité hausa qui s'imposait d'elle-même ne pouvait que ralentir le déroulement de la traduction. En effet contrairement au sous-comité swahili, le sous-comité hausa a posé le problème terminologique dès 1981 : avant de débiter la traduction, il fallait trouver, adapter, créer et harmoniser des termes relevant de la géographie, de la politique, de l'économie, de l'archéologie, de l'agriculture, de l'élevage, de la navigation, du droit, de l'astronomie et même de la vie quotidienne etc. Autant de dépenses supplémentaires que l'UNESCO n'avait pas prévues. Tant bien que mal, six ateliers sur la terminologie, de 1987 à 1998, regroupant quatre universités (Université Abdou Moumouni de Niamey au Niger, Usman Dan Fodio University de Sokoto, Ahmadu Bello University de Zaria et Bayero University de Kano au Nigeria) et le CELTHO, ont pu être tenus à Sokoto (4) et à Niamey (2). Ce qui a permis de mettre plusieurs milliers de termes à la disposition des traducteurs. Les ateliers ont réuni non seulement des historiens, archéologues, linguistes et autres universitaires, mais aussi des lettrés en arabe rompus à la traduction au commentaire du Coran des hadiths en Hausa, des traditionnistes maîtres de la langue détenteurs de savoirs variés.

La traduction a été menée avec beaucoup de rigueur. En effet, une fois que les textes sont traduits (en général par des historiens, des archéologues et des linguistes) ils sont contrôlés, révisés quant à leur qualité littéraire et terminologique par des spécialistes de Hausa avant d'être remis un responsable de l'édition qui vérifie la mise au point rédactionnelle, la conformité avec le texte original (français ou anglais), procède à l'harmonisation des différentes traductions et éventuellement à certaines corrections de façon à ce que ce soit un texte clair et répondant à toutes les exigences scientifiques et rédactionnelles qui soit présenté à l'imprimeur. Le sous-comité de traduction hausa, par sa méthode de travail a su générer non seulement un capital terminologique de la langue (la publication d'un lexique trilingue a été décidée) mais surtout un capital de savoir-faire qu'il y a lieu de sauvegarder et systématiser. Quand il apparaîtra de façon évidente que le problème de développement terminologique des langues africaines ne concerne pas seulement les linguistes mais tous les spécialistes de toutes les disciplines et les détenteurs des sciences et savoirs traditionnels : le boucher qui saura nommer toute l'anatomie du mouton ou du bœuf, la ménagère de la ville ou de la campagne qui saura nommer toute sa vaisselle, ses condiments, qui saura décrire avec les mots appropriés les différentes phases de préparation de tel ou tel mets, alors un pas décisif aura été effectué dans la promotion des langues africaines. Il est à déplorer que des universités d'autres autres pays hausaphones, notamment, le Cameroun, le Ghana, le Soudan n'aient pas été associées à cette tâche de traduction. Il reste que tout comme pour le Kiswahili, la traduction en Hausa doit être évaluée pour vérifier l'adéquation terminologique.

En **Fulfulde** seuls deux volumes ont été traduits et publiés : le volume I en 1991 et le volume II en 1992.

Dans l'immédiat, la recommandation qui s'impose c'est la l'achèvement des travaux de traduction, de révision, d'adoption et de publication des volumes restant en Fulfulde et en Hausa ainsi que le lexique Hausa/Anglais /Français.

Perspectives et Obstacles

La traduction de l'HGA a été entreprise à un moment où il était déjà admis que les langues africaines ? qui n'étaient pas utilisées dans le système éducatif comme outils d'enseignement sont des langues menacées dans leur existence. Les Etats africains après soixante années d'indépendance, dans un contexte où il n'est plus possible d'accuser la colonisation ou l'impérialisme de tous nos maux, n'ont pas pu relever le défi de l'utilisation des langues africaines dans l'éducation et les autres secteurs de l'Etat comme ont su le faire les pays asiatiques. La plupart des projets de promotion des langues africaines ont été initiés, financés et réalisés par l'UNESCO ou d'autres organisations non africaines comme l'ACCT, l'OIF, l'USAID, la GTZ ou la Coopération Suisse. Ceci donne une idée du sens de la responsabilité des chefs d'Etat Africains.

Aujourd'hui le danger de disparition qui menace les langues africaines subsahariennes est encore plus pressant. En effet il a été démontré (Ethnologue : Languages of the World 2009)) que les langues privées de cyberspace sont inexorablement condamnées à disparaître d'ici 2050. Les langues africaines, y compris les plus dotées comme le kiswahili et le Hausa, accusent donc un double retard.

Si, en écrivant et en traduisant l'HGA, l'objectif visé, c'est de permettre aux Africains de se réapproprier leur histoire, de se défaire de tous les complexes qui leur ont été savamment inculqués des siècles durant, de redevenir, à l'instar des autres peuples, des hommes ancrés dans leurs cultures et leurs langues et confiants en eux-mêmes, maîtres de leur devenir, bref s'il s'agit de contribuer à la renaissance de l'Afrique, cette renaissance ne peut se faire avec "la langue et la culture des autres". Pour que l'histoire des Africains devienne une arme, qu'elle se transforme de mots en actes en déclenchant chez eux la prise de conscience(s) attendue, il ne faut pas qu'elle soit circonscrite à la seule élite ou, de façon générale, à la tranche de la population instruite dans les langues européennes. Il faut que cette histoire pénètre les masses et elle ne peut le faire que par l'utilisation des langues africaines. La distribution, diffusion de l'HGA en Anglais, Français ou Portugais dans les écoles et universités africaines ainsi que l'élaboration des manuels scolaires ne posent pas de difficultés majeures autres que financières. Par contre sa vulgarisation au sein des populations africaines pour en faire un instrument d'éveil et de conscientisation est une entreprise difficile dans la mesure où ces populations dans la majorité des cas sont analphabètes.

Tel est le paradoxe dans lequel nous nous trouvons. L'Afrique veut s'engager dans la voie de sa renaissance comme l'ont décidé les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine lors de la sixième Session ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine à Khartoum en janvier 2006 en adoptant collectivement la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine. Mais, pris individuellement, aucun Etat ne veut mettre en application une véritable politique linguistique nationale.

Quand ces Chefs d'Etat évoquent la diffusion de l'HGA ils pensent d'abord à sa diffusion dans les langues européennes. Cela apparaît nettement dans la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine en son article 7 où nous avons souligné y compris dans les langues africaines:

Ils considèrent que l'Histoire générale de l'Afrique publiée par l'UNESCO, constitue une base valable pour l'enseignement de l'histoire de l'Afrique et recommandent sa large diffusion y compris dans les langues africaines et recommandent en outre la publication de versions abrégées et simplifiées de l'histoire de l'Afrique pour le grand public

L'urgence, c'est évidemment comme l'affirme la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine dans son article 18, "d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques linguistiques nationales appropriées". Mais force est de reconnaître, que malgré l'atermoiement des décennies passées dans la mise en œuvre d'une véritable politique culturelle et linguistique nationale et l'expérience réussie des Etats asiatiques, les Chefs d'Etats Africains ne sont pas prêts à rompre le cordon ombilical qui les rattache à l'Occident. C'est ainsi que, au lieu de l'introduction et du développement de certaines langues africaines dans la vie publique afin qu'elles remplacent progressivement les langues européennes, la nouvelle charte culturelle (article 18) fait vaguement cas de leur introduction dans le cursus éducatif : "Les Etats africains devront préparer et mettre en oeuvre les réformes nécessaires pour l'introduction des langues africaines dans les cursus d'éducation".

Un des freins, en dehors du manque de confiance des dirigeants et intellectuels africains en leurs langues et cultures, résultat de leur acculturation, c'est un certain "démocratisme" qui veut que toutes les langues doivent, d'une façon ou d'une autre, être prises en compte dans les politiques d'aménagement linguistique en Afrique. C'est perdre de vue que les rapports de coexistence des langues à l'intérieur d'un ou plusieurs pays sont non seulement évolutifs mais aussi hiérarchisés. Certaines langues sont numériquement plus importantes, en expansion, d'autres sont en régression. Quelques unes sont carrément en extinction. Certaines langues sont plus dotées que d'autres. Il y a des langues qui dominent d'autres etc. Ce "démocratisme" linguistique ne peut que conduire à l'immobilisme. L'attitude la plus réaliste est celle qui consiste à développer les langues qui sont naturellement privilégiées de fait, c'est-à-dire les langues de grande diffusion nationale ou régionale qui sont aussi des langues transfrontalières.

Il s'agit des langues comme le Bambara, l'Ewe, le Ffulfulde, le Zarma-sonrai, le Wolof, le Hausa en Afrique de l'Ouest, le Kiswahili, le Lingala, le Cibemba, le Ciluba en Afrique Centrale et Orientale.

La traduction de l'Histoire Générale de l'Afrique dans les langues africaines est avant tout une question de développement terminologique de ces langues. C'est une entreprise continue bien que se posant avec urgence à cause du retard qu'accusent ces langues. On pourrait envisager pour l'immédiat pour les langues africaines de grande diffusion :

1. Concernant l'HGA l'achèvement de la traduction, l'élaboration des manuels scolaires dans les langues européennes et les langues africaines ; la production des versions radiophoniques ou télévisées de vulgarisation.

2. Au moins pour les deux langues (Hausa Kiswahili) dans un premier temps, la création de commissions de développement terminologique qui seront prises en charge par l'UA et les pays où ces langues sont parlées. Leur tâche première sera de produire la terminologie nécessaire à leur intégration dans le cyberspace. Elles pourront ensuite travailler de façon constante sur des thèmes précis (médecine, mathématiques, droit, technologie, philosophie etc.) et effectuer divers travaux de traduction. L'expérience de l'Atelier International de Terminologie Hausa pourrait utilement être mise à profit par ces commissions.

3. En dehors peut-être du Kiswahili, beaucoup de langues africaines qu'on pourrait considérer comme émergentes ne sont pas suffisamment dotées en ressources linguistiques, ce qui constitue un handicap pour leur utilisation dans l'enseignement à tous les niveaux. Ces langues n'étant pas utilisées au delà des deux ou trois premières années de l'enseignement de base, le besoin de stabiliser leur orthographe ne s'est pas fait sentir. C'est le cas par exemple du Hausa qui, en plus de l'orthographe standard, connaît une variation orthographique dans les dictionnaires et les travaux des linguistes. Par ailleurs la standardisation de ces langues est souvent limitée aux règles orthographiques. Elles ne sont pas pourvues d'ouvrages de référence : une grammaire de référence aussi complète que possible à partir de laquelle seront écrites les grammaires scolaires ; un dictionnaire de référence d'où seront tirés les lexiques et dictionnaire d'apprentissage ; des ouvrages littéraires dans le dialecte promu au rang de langue standard de différents genres (théâtre, roman, nouvelles, contes, poèmes) qui serviront de textes de lecture et enfin des livres utilitaires (vie pratique, santé, hygiène, agriculture, élevage, menuiserie etc). Selon Marcel Diki-Kidiri, "La réalisation d'ouvrages de référence et d'ouvrages utilitaires dans la langue n'est pas une étape marginale dont on peut faire l'économie. Les langues peu dotées ont toujours besoin d'ouvrages de ce genre, même quand elles font partie des langues émergentes. Ils sont non seulement indispensables pour enseigner la langue aux jeunes et ainsi augmenter leur capacité d'apprentissage, mais également pour alphabétiser les adultes et par ce moyen leur ouvrir la voie à plus de connaissance." L'achèvement de la standardisation de ces langues est une tâche qui s'impose dans l'immédiat.

En résumé, il s'agit, tout en continuant des tâches ponctuelles (traduction) qui s'intègrent dans le développement terminologique continu des langues africaines, de mieux doter ces langues tout en mettant en œuvre progressivement une politique linguistique conséquente.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Bureau UA (CELHTO) Niamey

BP 878 Niamey (Niger) Tél (227) 20 73 36 54 Email (Cord) : nadjaldo@hotmail.com

VII. Conférence Du Pr. Sedogo

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE
(C.N.R.S.T.)

INSTITUT DES SCIENCES DES SOCIÉTÉS
(I.N.S.S)

Tel : (226) 50 32 60 43
BP 7047 Ouagadougou

Fax : (226) 50 31 50 03

E.mail : vesdogo@yahoo.fr

**PROLEGOMENES A UNE ADAPTATION DE L'HISTOIRE GENERALE DE
L'AFRIQUE AUX REALITES DU MOMENT**

Dr Vincent SEDOGO

*Historien, chargé de recherche en histoire africaine de l'Institut des Sciences des
Sociétés Ouagadougou*

**Communication présentée à l'atelier de formation des formateurs ayant pour cible
éditeurs, historiens et linguistes africains
Niamey (Niger) les 02 et 03 novembre 2009.**

INTRODUCTION

Avant tout propos, qu'il me soit permis de remercier les organisateurs du présent atelier pour l'initiative qu'ils ont eu de réunir dans un même cadre de formation des formateurs pour échanger des expériences, mais aussi réfléchir et jeter les bases du devenir de notre continent en se fondant sur l'histoire. Qu'il me soit permis aussi de remercier le Pr Oumarou Amadou IDE, directeur de l'IRSH de Niamey pour avoir bien voulu associer ma modeste personne à ladite réflexion. J'exprime un réel sentiment de satisfaction car cette rencontre marque une renaissance des historiens africains.

Avant de parler du thème, il me semble indispensable de rappeler certains faits liés à l'histoire des historiens africains et qui permet de comprendre pourquoi il s'agit de renaissance ainsi que le fondement de la présente rencontre. L'on se souvient de cette époque où on refusait à l'Afrique toute prétention d'avoir une histoire propre. L'on se souvient également des contributions diverses des générations d'historiens qui n'ont ménagé aucun effort pour rétablir l'Afrique dans ses droits en écrivant des pages entières de son histoire et en mettant en place des structures de recherche et d'enseignement ayant permis à la discipline historique en particulier d'être un des instruments les plus appropriés pour la défense de l'identité des peuples africains. C'est ainsi que progressivement, les premiers manuels rédigés à la hâte, dans un contexte européocentriste en outrance sont abandonnés. Des spécialistes de l'Histoire africaine se mettent à produire dans tous les pays et dans toutes les directions.

Est de ces productions, « Histoire générale de l'Afrique », un ouvrage publié en huit volumes et édité à plusieurs reprises pour permettre sa vulgarisation et sa diffusion dans plusieurs langues. Le projet d'écriture de l'histoire générale de l'Afrique a été aussi prétexte au développement d'autres activités scientifiques et/ou historiques dans tout le continent. Mais jusqu'à présent, force est de reconnaître que malgré son importance et son utilité, l'histoire africaine en général, les volumes de l'Histoire générale de l'Afrique n'ont pas un rayonnement nécessaire à la valorisation de la discipline. Je suis donc très heureux qu'aujourd'hui, le CELTHO permette aux historiens, aux linguistes et aux éditeurs de se manifester. Il est donc hautement salutaire d'encourager ce genre d'initiative permettant à la communauté scientifique et aux hommes de culture de confronter et actualiser leurs connaissances afin de parvenir à des consensus et éviter que l'histoire soit une discipline au rabais. Et qui dit valorisation de l'histoire africaine dit questionnement sur les conditions de son adaptation au contexte actuel de l'Afrique. Avant de nous y intéresser, rappelons d'abord comment l'histoire africaine est écrite.

I. L'ECRITURE DE L'HISTOIRE EN AFRIQUE

L'Afrique, « berceau de l'humanité ¹ » a la plus longue histoire du monde. Ce n'est donc pas un doute mais une certitude qu'elle a engendré la civilisation universelle. L'absence de toutes traces matérielles dans les autres continents durant la plus haute préhistoire l'atteste.

¹ La découverte de Lucy et des hominidés (3 millions d'années) prouvent que l'Afrique a bien vu naître les premiers hommes

Pendant longtemps, elle a été le foyer de brillantes civilisations dont les œuvres ont révolutionné le monde². Mais de nos jours, force est de constater que cet avantage comparatif n'est pas suffisamment exploité pour faire admettre et reconnaître cette réalité implacable. C'est ainsi que jusqu'aux années 1960, la croyance était répandue dans le monde que l'Afrique n'avait pas d'Histoire qui vaille qu'on s'y intéresse. L'Afrique noire apparaît comme la dernière partie du monde à se doter d'une historiographie propre. Le processus de formation de l'histoire comme science ici achève ce qu'il est convenu d'appeler « l'universalisation de l'histoire de l'humanité³ ».

C'est avec l'évolution de la situation politique dans les colonies que l'apparition de la science historique s'est opérée. L'histoire figure parmi les premières sciences sociales à se constituer, d'abord et essentiellement à partir d'enquêtes ethnographiques. A l'origine, on distinguait l'histoire traditionnelle orale ou tradition orale de l'histoire conceptualisée comme discipline scientifique.

La première, caractérisée par le recours à la mémoire collective des groupes, est un fait de culture et un facteur de cohésion de ces groupes et de leur unité. La connaissance du passé qui peut être ou non une affaire de spécialistes repose sur la conscience des groupes de former une seule et même communauté par rapport à d'autres groupes⁴. Cette connaissance du passé est davantage métahistorique que scientifique. Elle se caractérise par sa quasi-absence de chronologie, mais aussi par le manque de règles précises de sa rédaction.

Le deuxième cas va de l'institutionnalisation à la professionnalisation et à l'africanisation de la discipline. Elle est d'abord le fait d'administrateurs coloniaux qui procèdent par l'accumulation des faits à leur exploitation rationnelle. L'histoire scientifique et critique est née à partir de la création, toujours par ces administrateurs, de centres de recherche et de la formation consécutive d'hommes de science qui s'attachent à la création de concepts sur le passé. Dans ce processus, la tradition orale s'est révélée comme une connaissance du passé, notamment par des spécialistes comme l'historien belge Jan Vansina et l'anthropologue britannique Jack Goody qui ont montré qu'il existe un mécanisme complexe de diffusion et de fonctionnement du savoir collectif. « La tradition orale n'est pas seulement une source précieuse de l'histoire érudite, mais c'est aussi la forme archaïque de la perception du passé ; c'est la pensée historique pure, en état non domestiqué » selon la formule de Goody.

La transition entre tradition orale et historiographie est une longue période allant du milieu du 19^e siècle pour les colonies anglaises jusqu'à la décolonisation. La production historique est caractérisée par un mélange de chronique (le simple récit) et d'histoire proprement dite où le mythe et le réel se confondent.

² Citons par exemple l'Égypte pharaonique, la Nubie, l'Éthiopie, l'empire du Ghana.

³ SOME, M., 2009, p. 1

⁴ Ici, l'histoire est un champ où le mythe ou la légende et le réel se complètent pour former une histoire plus conventionnelle que critique.

Elle prend naissance à la faveur de la formation par les missionnaires chrétiens d'une classe de lettrés, soit dans les langues locales, soit dans les langues européennes, formant déjà l'élite africaine⁵.

La production historique qui paraît à cette époque est marquée par un très faible niveau de critique historique.

C'est au cours de cette période qu'apparaissent les premiers centres de recherche historique, d'abord dans les territoires français de 1907 à 1946, puis dans les colonies britanniques où la mise en place institutionnelle s'est faite un peu plus tardivement, entre 1931 et 1950.

L'histoire africaine s'écrivait alors en fonction des besoins de la colonisation. Les travaux sont à mi-chemin entre l'histoire et l'ethnologie et l'approche historique est nettement européo-centrique et se caractérise par une dénégation des sociétés africaines de posséder une histoire. Les historiens d'alors s'intéressent surtout aux grands Etats moins fragmentés et possédant de riches traditions non mythiques. Par contre, les sociétés dites « sans Etats » deviennent le champ de l'anthropologie. Maurice Delafosse et Louis Tauxier entre autres, qui sont de cette époque, ont produit les œuvres majeures de l'école anthropologique française ayant ouvert des pistes à la recherche historique⁷.

Jusqu'en 1950, la seule histoire africaine enseignée était l'histoire coloniale depuis la conquête jusqu'à la mise en place des structures de domination. Au même tournant des années 1950, le préjugé selon lequel, l'Afrique n'a pas d'histoire a conduit à la création du concept d'ethno-histoire, concept qui semblait être le plus approprié aux yeux de nombreux africanistes au cas de l'Afrique. La création à Londres du *Journal of African History*, en 1960, a largement contribué à faire tomber les préjugés et permis la naissance d'une véritable historiographie africaine, d'abord animée par des africanistes, ensuite par des historiens africains eux-mêmes.

Les années 1950 marquent également le début d'un changement d'attitude radical vis-à-vis du passé africain, notamment grâce aux travaux de E. Guernier en 1952 sur « L'apport de l'Afrique à la pensée humaine », un ouvrage d'une importance capitale ayant influencé en particulier Cheick Anta Diop.

⁵ Les toutes premières écoles ont été ouvertes par les religieux. Au Dahomey (Bénin) les écoles ont été gérées pendant longtemps par les missionnaires.

⁶ La société de géographie en 1907-1908, le comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF en 1915, le CEHS en 1932, l'IFAN en 1936 avec des démembrements dans toutes les colonies et l'ORSTOM (actuel IRD) en 1944.

⁷ SOME, M., 2007, p. 4

Progressivement des historiens professionnels émergent et investissent le champ de la recherche historique, notamment avec la création des universités en Afrique au sud du Sahara⁸ entre 1960 et 1975. Ceux-ci sont plus soucieux de critiques historiques et plus animés d'une historicité objective. Ils avaient reçu une formation d'historiens. C'est l'exemple d'Hubert Deschamps, Théodore Monod, Yves Person, etc.

L'émergence de l'historiographie africaine scientifique à l'époque de la décolonisation s'est faite aussi avec l'apparition d'historiens de métier comme Raymond Mauny, Henri Brunschwig, Henri Moniot, Catherine Coquery-Vidrovitch, Jean Devisse, Jean Suret-Canale et Jean-Louis Miège, tous « spécialistes » de l'Afrique. C'est alors que le concept d'ethno-histoire fut contesté parce qu'on y voyait la définition d'une histoire au rabais, bonne pour les pays sous-développés. On le désigne comme l'emploi de sources spéciales pour reconstruire le passé et donc pour faire de la science¹⁰.

Après les indépendances, les universités prirent le relais des instituts étrangers et jouèrent un rôle important dans la mise en place de l'historiographie africaine. A partir de là, la recherche historique n'a plus simplement pour but de servir les intérêts de la colonisation. L'africanisme en histoire devint un domaine de spécialisation dans l'histoire universelle¹¹.

C'est dans ce cadre que se constitua la première génération d'historiens africains, d'abord sans formation professionnelle au nombre desquels on cite : Amadou Hampâté Ba, Boubou Hama, Bernard B. Dadié, Modibo Keita, puis des historiens africains de métier comme Joseph Ki-Zerbo, Cheick Anta Diop, Amadou Matar M'Bow. Cette génération est suivie de près par celle de Stanislas Spéro Adétovi, Sékéné Mody Cissoko, A. S. Sow, Bakary Kamian, etc. Certains d'entre eux s'imposent comme de grandes figures de l'historiographie africaine. C. A. Diop, J. Ki-Zerbo et Alexis Kagamé pour les pays francophones ; Saburi Biobaku (Kenya ?) et K. O. Dike (Afrique du Sud ?) Ade Ajayi et Michael Crowder pour les pays anglophones.

Avec eux, il y eut une profusion de travaux qui permirent à la science historique africaine de naître véritablement. Ces générations d'historiens africains se caractérisent par leur engagement politique. Intellectuels anticolonialistes et nationalistes exprimant même du patriotisme à outrance, romantique à souhait aussi, ils sont enclins à l'héroïsation du passé mais s'attachant aussi à montrer la négation des apports de la métropole. Ils attribuent à l'histoire un rôle fonctionnel. Citons celle même, Joseph Ki-Zerbo qui publie en 1961 un article intitulée « Histoire : levier fondamental¹² » dans lequel il indique la place de l'histoire dans la construction nationale et surtout dans la construction d'un Etat fort et prospère.

⁸ Au Maghreb, les premières universités ont été créées avant 1900.

⁹ En Afrique noire, la première université a été créée au Sénégal. Celle-ci a été nationalisée en 1961. Celle de Guinée date de 1961. L'université nationale de Côte d'Ivoire date de 1962, l'ISFP de Ouagadougou en 1965, le Bénin en 1970 et le Niger en 1971.

¹⁰ SOME, M., op. cit. p. 4

¹¹ KIETHEGA, J.B., 2009, p. 23

¹² Cet article est paru dans *Présence africaine* n° 37, 1961

L'histoire considérée comme un ciment de l'unité culturelle de l'Afrique est le fondement de la pensée de C. Anta Diop qui développe une historicité optimiste dans laquelle il conçoit une dynamique de l'histoire devant conduire à la création d'un Etat fédéral à la grandeur historiquement fondée sur la brillante civilisation égyptienne, commune à toute l'Afrique. Cet Etat devrait promouvoir une langue véhiculaire, utilisée comme langue nationale en remplacement des langues des colonisateurs, projet d'autant plus réalisable politiquement que toutes les langues africaines se rattachent à l'égyptien ancien. Cette approche s'éloigne de l'histoire ethnique et des faits de micro nationalité pour "instituer l'Afrique comme objet d'histoire". Dans cette optique, seuls comptent les grands repères : l'Egypte et les grands royaumes. Celle-ci met la colonisation entre parenthèses et pronostique l'avènement prochain d'un avenir radieux pour le continent noir. Ce qui comptait pour ces historiens, c'était l'Afrique dans sa globalité comme objet d'histoire. C'est pour cette raison que Joseph Ki - Zerbo a préféré une synthèse de l'histoire africaine plutôt qu'une thèse sur un aspect particulier de cette histoire. Ces historiens africains privilégient non seulement une approche globale de l'histoire africaine, mais écrivent une histoire politique à dose très nationaliste. Dans les pays anglophones, le souci de construction de la nation affleure dans l'écriture de l'histoire.

Après 1970 apparaît une nouvelle génération d'historiens formés dans les pays de l'Europe de l'est et qui ont une conception marxisante de l'histoire. Ainsi naissent les écoles historiques africaines. La conception de l'histoire afro-marxiste va s'appuyer sur le socialisme scientifique. Elle évolue à côté de l'école nationaliste des historiens formés en occident.

Une autre génération d'historiens qui succéda à cette vague s'est démarquée du nationalisme quelquefois outrancier des devanciers pour recentrer le jugement du passé africain sur une approche plus objective. Mais le plus souvent, ceux-ci se contentent d'écrire l'histoire dans des espaces nationaux. Ils parlent la langue de leur milieu et cela facilite les travaux d'enquête. Cette génération est représentée par I. B. Kaké, Sékéné Mody Cissoko ; Djibril Tamsir Niane, Elikia Mbokolo, Madina Ly Tall, etc. Avec eux apparaît une diversification des préoccupations en histoire. On essaie de dépasser l'écriture d'une histoire trop ethnique ou particulièrement politique pour s'intéresser aux préoccupations contemporaines. L'objet de l'histoire va désormais porter sur l'économie, l'histoire des villes, des campagnes, des femmes, des religions, etc., à un moment aussi où l'histoire politique se détache progressivement pour devenir de la politologie, une discipline à part entière, la discipline des sciences politiques.

L'école des *Annales* fait enfin son apparition en Afrique avec cette génération. Ainsi, et sans doute sous l'impulsion de celle-ci, est né un sentiment nouveau d'histoire nationale et un regain d'histoire des peuples africains encore insuffisamment étudiés. De nos jours, cette façon d'écrire l'histoire reste à être intégrée dans le vaste ensemble du continent. Avant de parler du processus de cette intégration, voyons d'abord comment sont présentés les huit volumes de l'ouvrage intitulé « Histoire générale de l'Afrique ».

II. PRESENTATION DE « L'HISTOIRE GENERALE DE L'AFRIQUE ».

Les huit volumes de l'Histoire générale de l'Afrique sont l'œuvre d'historiens et d'hommes de sciences que l'on considère comme « les précurseurs de l'Histoire authentiquement africaine ¹³ ». Pourtant, leur biographie montre qu'ils ont été formés sans un minimum de programme d'étude historique consacré au continent ¹⁴.

C'est sans doute ce qui a cultivé en eux la soif de se connaître eux-mêmes. Leur désir d'exhumer le passé, de s'en approprié est né de cette contradiction ¹⁵. Traumatisé par cette éducation bancaire qui occultait et méprisait les valeurs culturelles de l'Afrique, ils se sont engagés résolument à prendre le relais en allant même plus loin encore. Ils ont affirmé la nécessité de refonder l'histoire à partir des réalités africaines. L'histoire n'était pas la seule discipline ainsi forgé. La poésie, la géographie la botanique, l'économie etc., qu'on n'apprenait que dans les écoles étrangères ont toutes connu les mêmes infortunes pour avoir été d'abord des instruments de colonisation. C'est dire toute l'importance que les historiens de l'Afrique ont accordée à leur discipline et le volontarisme dont ils ont fait montre dans la conduite du projet de rédaction des volumes de l'histoire synthétique du continent.

Chronologiquement, cette synthèse va de la plus haute préhistoire à l'horizon 2000.

Le premier volume présente d'abord les fondements théoriques et méthodologiques de la recherche historique en Afrique. Il examine les tendances récentes de la recherche, et rétablit le « continent noir » dans ses droits de « géniteur » de la civilisation universelle. Ce volume est aussi consacré aux hommes fossiles et à la présentation des différentes parties du continent du paléolithique à l'ère chrétienne et couvre la plus longue période de l'histoire africaine.

Le volume II traite de l'Afrique de la fin du néolithique au VII^e siècle après J.C. Sa géographie couvre différentes zones historiques comme le pourtour du Nil (Egypte pharaonique), le massif éthiopien, le Maghreb, l'Afrique subsaharienne et les îles de l'océan pacifique. L'histoire de l'Afrique du VII^e au XI^e siècle qui est traitée dans le volume III se rapporte à l'évolution des rapports entre l'Afrique et l'Asie, le monde musulman, l'islamisation, les mouvements migratoires et l'émergence des royaumes subsahariens et les formations sociopolitiques dans les îles de l'océan pacifique.

Ensuite, et à partir d'une présentation des civilisations du Maghreb de leurs apogée au début du VII^e siècle, le volume IV montre l'émergence des grands royaumes qui se sont structurés de manière plus ou moins solide après l'an mil au Soudan nigérien, au Soudan central et oriental, en Afrique équatoriale, orientale et australe.

Cette période correspond à l'ère des grandes civilisations et cultures originales de l'Afrique noire entre le XII^e et le XVI^e siècle. Puis, en vingt neuf chapitres, le volume V présente l'Afrique du XVI^e au XVIII^e siècle, une période plus courte que les précédentes mais relativement mieux connue.

¹³ SOME, M., op. cit. p. 1

¹⁴ A l'époque, on apprenait mécaniquement dans les écoles que les « ancêtres des africains étaient des Gaulois ».

¹⁵ KI-ZERBO, J., 2003, p. 11

En effet, cette période est caractérisée par la lutte pour le commerce international et ses implications en Afrique, la traite des Africains et la constitution de la diaspora africaine en Amérique, le déclin des grands royaumes « médiévaux », les migrations et l'émergence des nouvelles formations sociopolitiques issues du déclin des grands royaumes.

Quant au volume VI, il est exclusivement consacré au XIX^e siècle et ce choix n'est pas dénué de fondement. En effet, ce siècle qui constitue une sorte de tournant décisif dans la diplomatie internationale reste marqué en Afrique par l'abolition de la traite des Noirs, le développement des échanges entre Européens et Africains, ainsi qu'une restructuration sociale, politique et culturelle dans les différentes régions du continent.

Couvrant une trame chronologique plus courte encore (1880 à 1935), le volume VII est consacré à l'Afrique sous domination coloniale. Durant cette période, l'Afrique a fait face aux défis de la colonisation, du partage territorial et de la domination européenne. Ce volume présente surtout les méthodes de domination variant d'une tutelle métropolitaine à l'autre et les initiatives de résistances à l'occupation. L'économie coloniale et la montée du nationalisme en Afrique y sont également présentées.

Enfin, dans le volume VIII, ce sont les grands moments de l'Afrique depuis 1935 qui sont analysés. Ce volume présente les différentes parties du continent dans la décennie des conflits mondiaux, les luttes de libération et la constitution des États nations en Afrique ainsi que les changements socioculturels qui se sont opérés. Une section entière est consacrée aussi au panafricain et aux tentatives d'intégration politique amorcée depuis 1935 à l'échelle du continent. L'étude s'achève par une analyse prospective de l'Afrique dans la guerre froide et projective du continent à l'horizon 2000.

D'une manière générale et comme l'admettent les auteurs des volumes, l'Afrique y est appréhendée comme un tout, une seule entité au sein de laquelle les peuples entretiennent des liens entre eux et entre eux et le reste du monde. Conçus à partir d'une diversité de sources, les volumes de l'Histoire générale de l'Afrique, rédigés sous l'égide de l'UNESCO, constituent une œuvre dont le contenu reflète la culture de ses auteurs mais aussi les aspirations de tout un continent. La rigueur qui a prévalu à l'organisation, à la constitution des équipes de recherche et de rédaction, au suivi des travaux et à la publication du document lui apporte toute la crédibilité scientifique et les garanties nécessaires. Ce qui lui vaut d'être classée parmi les œuvres scientifiques de grande portée et le mérite d'être inscrit sur la liste des ouvrages à connaître un rayonnement continental et mondial sans précédent.

En effet, ses initiateurs ont tôt fait de réaliser que de la capacité à traduire et à diffuser les volumes cet ouvrage dans les grandes langues continentales comme le Haoussa, le Moore, le Dioula, etc., dans les grandes langues internationales et stratégiques comme l'anglais¹⁶, le chinois¹⁷, etc., dépendra en partie la chance de l'Afrique de recouvrer sa dignité de « géniteur » de l'humanité, son intégrité et son identité.

Il s'agit là d'une entreprise gigantesque, une immense gageuse que les historiens et les linguistes d'Afrique de l'époque on relevée. La traduction et la diffusion des volumes ont commencé depuis plus de trente ans. Elles se poursuivent, se délocalisent et se diversifient jusqu'à nos jours, mais les impacts du rayonnement des connaissances de notre passé ne sont pas à un niveau satisfaisant.

En effet, malgré les efforts consentis par l'UNESCO et ses autres partenaires, les solutions qui auraient pu être recensées dans le répertoire des expériences fournies par cet ouvrage ne sont pas suffisamment prises en compte et les réalités du moment de l'Afrique, peu luisantes, attendent d'être corrigées et améliorées. Par ailleurs, depuis 1971, date de la parution de l'ouvre, beaucoup d'événements se sont produits en Afrique sans être consignés dans un ouvrage à caractère continental. Avant d'examiner les conditions de l'écriture d'un volume supplémentaire prenant en compte les événements récents de l'histoire de l'Afrique, nous présentons dans la partie qui suit quelques réalités accablantes du quotidien en Afrique, réalités qui incite à réviser l'histoire.

III - LES REALITES DU MOMENT DE L'AFRIQUE

L'Afrique des grandes civilisations d'hier¹⁸, des paysages contrastés et diversifiés,¹⁹ des potentialités énergétiques, minières et humaines énormes, est actuellement confrontée à de multiples problèmes comme le développement et la démocratie, la recherche de son identité, la revendication de sa place dans le monde, son unité et sa cohésion sociale, la cohabitation et la survie des cultures et des langues. En effet, on nous montre l'Afrique plongée dans le chaos, empêtrée dans les conflits ethniques et la lutte pour l'échange culturelle équitable²⁰.

C'est ainsi que sur le plan politique, l'Etat à peine né, souvent dans un contexte de patrimonialisation et « d'ethnicsassion » en outrance se met au pas, voire est aux trousse des institutions financières internationales et des grandes entreprises transcontinentales²¹. Actuellement, les Etats Africains dans leur majorité ont amorcé le processus de démocratisation.

¹⁶ L'Anglais est la langue la plus internationalisée. Elle est aussi la langue de travail de la communauté scientifique.

¹⁷ D'après les estimations, un homme su dix est chinois dans le monde. Compte tenu de leur nombre, les pratiquants de la langue chinoise doivent être visés en particulier.

¹⁸ Lire à ce propos l'article de B. NANTET paru en 1995 (pp. 43-84).

¹⁹ Lire aussi celui de M. DEVY, de la même année (pp. 18-27).

²⁰ KI-ZERBO, J., 2003. p. 12

²¹ Idem

Au plan régional et sous régional, des efforts d'intégration sont menés et les populations aspirent à plus de démocratie, de transparence et de justice. Mais ces transformations sont compromises par des situations contraires au renforcement des nations et à la promotion économique, sociale et politique des populations. Les coups d'Etats illustrent l'enracinement difficile de la démocratie en Afrique. Cette situation, avec ses cortèges de privatisation et d'extraversion, l'aggravation des fractures sociales et de corruption relance le débat sur les rapports entre la démocratie et le développement.

De même, l'absence, depuis les indépendances, de stratégie d'aménagement des territoires en fonction de l'occupation des sols par les populations est source de tensions inter-ethniques et inter raciales et les frontières politiques sont des bombes à retardement.

Par ailleurs, les programmes d'ajustement structurels ont été imposés avec l'idée fixe que l'Etat est la forme la moins appropriée pour gérer la cité. La substitution de l'Etat par un privé faiblement représenté crée un vide considérable, démontrant ainsi que dans contexte africain, la signification donnée à « l'Etat nation » n'est pas appropriée. La dimension micro nationale n'est pas apte au développement et à la croissance mais demeure une réalité volatile.

Sur le plan culturel, on assiste à un nivellement et à une érosion des particularismes locaux au profit d'une culture dite « universelle » ou « mondialisée », calquée sur le modèle occidental. Nous sommes à une époque à une pensée unique fondée sur le libéralisme total qui s'impose comme une religion. Toute référence se rapporte à l'occident et est perçue comme valeur de modernité et de développement par excellence. La référence à l'occident est surtout accentuée chez les élites intellectuelles qui cherchent à reproduire le modèle européen tout en revendiquant « le droit à la différence ». Mais comme le souligne Joseph Ki-Zerbo, le développement n'est pas une addition de choses produites ou à produire, mais une multiplication, un multiplicateur de choix pour le maximum de gens qu'il rend parties prenantes du pouvoir, de l'avoir et du savoir »²². Or, l'Afrique dans sa diversité et sa pluralité culturelle est la terre des choix et des savoirs par excellence. Tout le problème, actuellement est précisément de savoir si les pays sont suffisamment préparés et outillés pour éviter une érosion des cultures locales africaines jusqu'à l'éradication où bien si on « va laisser fleur cent fleurs »²³?

De nos jours, il y a des régions du monde où l'on ne parle plus de développement. Pendant ce temps, la plupart des pays africains sont encore considérés comme sous-développés, ou encore en voie de développement, en transition vers le développement car sur le plan économique, l'Afrique au sud du Sahara semble « hors jeu ». En effet, elle ne fournit que 1% du PIB mondial, 1% des investissements directs étranger et 1,5% du commerce extérieur²⁴.

²² KI-ZERBO, J., 2003, p. 23

²³ KI-ZERBO, J., 2003, p. 25

²⁴ BAZENGUISSA, R., MWOROHA, E., et NANTET, B., 1995, p. 36

Or, depuis les années 1990, le processus de mondialisation connaît une accélération extraordinaire et l'économie en réseaux est partout omniprésente. A travers ces réseaux, le capitalisme est monté à un seuil où seuls les plus adaptés survivent²⁵. On parle souvent de « darwinisme économique » pour montrer que l'Afrique qui n'a pas engendré les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dont les logiciels de traitement de la production, de la distribution et de la régulation des consommations lui échappent, est mise hors du contrôle d'une partie importante des marchés. L'économie mondiale n'est plus fondée sur l'apport des matières premières qui constituent la principale production d'Afrique.

Elle est devenue « une économie d'intelligence et d'information²⁶ ». L'ouverture de l'Afrique sur le reste du monde apparaît alors comme une ouverture « sur une jungle » et demande par conséquent des précautions et une préparation que l'Afrique semble n'avoir pas prévues.

L'Afrique doit se constituer avant de descendre sur le terrain du jeu économique mondial.

De nos jours, le capitalisme outrancier balaie aussi du revers de la main les anciennes traditions. C'est ainsi que la référence à l'obédience coloniale, autrefois pesant, est remise en cause et les nouveaux rapports qui s'établissent transforment l'Afrique en un « continent mondialisé », « sujet de l'histoire ». En effet, depuis la fin du XIX^e siècle, le pouvoir des pays colonisateurs est contesté par des forces intérieures²⁷ à l'Afrique mais aussi par des forces extérieures comme le Fonds monétaire international (FMI) la Banque Mondiale et l'OMS. L'intervention de ces derniers sur le continent, indépendamment des pays colonisateurs, multiplie le nombre des acteurs au détriment des intérêts des africains. Le nouveau découpage du continent qui en résulte a aujourd'hui un caractère financier et économique. En effet, l'aide aux populations n'est la priorité des entreprises multinationales. Le soutien aux rebellions, aux guerres fratricides²⁸ et/ou frontalières²⁹ et le trafic des armes en autres en témoignent.

Dans le domaine de la coopération aussi, on assiste de plus en plus à un désengagement des anciennes puissances coloniales en Afrique³⁰, un désengagement qui, loin de libérer l'Afrique, ne fait que remplacer son ancien assujettissement par un autre, économique et stratégique cette fois, celui des USA dont les intérêts planétaires en matière d'approvisionnement en produits bruts sont récurrents. Le vide créé par le repli des colonisateurs européens et par l'incapacité des Africains à se prendre en charge eux-mêmes profite largement aux Etats unis d'Amérique.

Socialement, à la fin de la guerre froide, la démocratie et les droits de l'Homme notamment se sont imposés comme le salut universel cardinal. Cependant, en Afrique, les guerres, essentiellement structurelles, restent d'une grande actualité.

²⁵ BENICHI, R., 2003, p. 7

²⁶ Idem, p. 8

²⁷ Les tentatives de regroupement et les réformes politiques sont à inscrire dans ce chapitre.

²⁸ Les exemples des guerres en Somalie, au Libéria, en Côte d'Ivoire et en RDC en témoignent.

²⁹ Guerres frontalières Mali Burkina Faso en 1974 et 1985, Somalie Erythrée, etc.

³⁰ On note entre autres, la fermeture des bases militaires françaises et belges et la diminution des contingents.

De même, le surpeuplement relatif des certaines régions du continent, l'urbanisation accélérée (7%)³¹, la montée de la pyramide des âges, sont entre autres des indices révélateurs des problèmes sociaux que connaît l'Afrique. Ces problèmes combinés aux soubresauts de l'histoire et à la paupérisation, aux épidémies et aux pandémies du millénaire débutant font que la religion pèse. Ce sont les influences positives de celle-ci sur le développement durable qu'il convient d'apprécier et d'évaluer.

Sur ce même plan, le principal investissement actuel est celui de l'intelligence³². Education et développement sont mis en adéquation. Or, il n'existe pas un système éducatif mais plusieurs systèmes en Afrique qui ne sont pas toujours adaptés au contexte. Ce qui fait que l'éducation dans les sociétés Africaines n'est pas seulement en retard sur celle des pays industrialisés. Il est surtout en contradiction avec les besoins vitaux desdites sociétés.

A ces sombres réalités du moment s'ajoute le passif de la nature et de l'histoire. Sur le plan naturel, on a souvent tendance à considérer qu'une nature trop prodigue, retient l'homme par la main comme un enfant en lisière ; elle l'empêche de se développer³³.

Or précisément, l'Afrique, avec ses diversités de paysages, ses abondantes ressources naturelles et minières se présente comme un « eldorado » qui incite à l'indolence, à la paresse et à la stagnation.

Historiquement aussi, une tragédie comme la traite des africains a été capable d'ébranler un fondement social solide comme la solidarité traditionnelle africaine. De même, et sans avoir été aussi longue que la traite, la colonisation au XIX^e siècle a été un facteur de transformation du « continent noir » en une « annexe » de l'Occident dont il a, aujourd'hui du mal à s'en détacher.

Enfin, la convoitise des grandes puissances pour les produits naturels bruts d'Afrique est entrain de provoquer la plus grande catastrophe écologique de l'histoire, contre laquelle, fort heureusement, des voix s'élèvent pour dénoncer les massacres qui mènent au chaos planétaire programmé. Pourtant, les préoccupations des sociétés africaines se résument à la volonté de sortir du ghetto de la pauvreté. Doulaye Konaté le dit si bien : « *l'histoire se construit en fonction des préoccupations des sociétés qui la font et la consomment* ³⁴ ». Joseph Ki-Zerbo semble aussi du même avis quand il indique que : « *l'histoire n'est pas une évasion dans le dédale des évènements passés, et les exploits des grands hommes ou grandes dames du temps jadis. C'est la marche confuse de plus en plus complexe des sociétés au travers des contradictions et des conflits, dans un temps qui s'accélère et un espace qui se globalise : un exode d'un temps vers un autre temps* ³⁵ » ».

³¹ NANTET, B., op. cit., p. 14

³² KI-ZERBO, J., 2003, p. 174

³³ Marx, K., Le capital, livre I, T2, p. 187

³⁴ KONATE, D. 2003, p. 41

³⁵ KI-ZERBO, J., 2003, p. 4

Aujourd'hui, l'exemple de l'établissement des longues routes caravanières mettant en rapport les régions de natures différentes montre l'aptitude des Africains d'hier et leur capacité à bâtir un monde fait d'échanges et de complémentarité et non d'affrontements. La méconnaissance et/ou la négation de toutes ces valeurs propres à notre continent, constitue une grande perte pour l'humanité. L'art de vivre africain, la solidarité, l'humanisme, l'altruisme entre autres, sont des formes d'ouverture naturelle, presque spontané en Afrique, que l'on ne retrouve presque plus ailleurs. N'étant pas basées sur l'écriture, ces réalités, ces richesses de notre patrimoine culturel sont fortement fragilisées car vouées à la déperdition.

L'instruction civique, la formation à partir des acquis accumulés par les peuples, l'alphabétisation en langues africaines constituent des voix de progrès, mais fort malheureusement négligées ou ignorées. Ce qui fait dire que tout n'était pas que sombre en Afrique. C'est pourquoi, et pendant que ce joue les drames de l'humanité à travers leurs cortèges d'inondation et de glissement de terrain, etc., il se développe une sorte de résistance contre le néocolonialisme et la globalisation, une résistance qui tend à démontrer que la mondialisation, pour ne savoir que produire la pauvreté mais aussi la paupérisation est entrain d'échouer. Le capitalisme outrancier n'a pas de réponse déterminante et convaincante à donner à l'Afrique. Une remise en cause de son utilité est entrain de s'opérer et des solutions spécifiques et plus dignes de lutte pour le bien être de ses populations sont étudiées. L'exploitation des expériences contenues dans les volumes de l'Histoire générale de l'Afrique en constitue une.

IV - QUELS PROLEGOMENES ?

De nos jours, force est de reconnaître que le monde évolue à une vitesse vertigineuse et les Africains doivent se positionner et se rendre visible. En effet, malgré les tords causés au continent tout au long de l'histoire, malgré les blessures infligées, malgré l'inhibition et les handicaps, l'Afrique doit progresser. Le réveil des pays du levant vient, si besoin en était, montrer ou démontrer que lorsque les peuples se mettent debout, l'ignorance, la pauvreté et la perte d'identité font place au progrès et au développement. L'Afrique avec ses diversités de paysages et de ressources est un haut lieu de la science historique, non pas une science encore enfui sous nos pieds comme le reconnaissait Jean devis, ou confiné dans la conscience collective mais une science vivante codifiée et consignée par les différentes générations d'historiens qui se sont succédé pour écrire cette histoire. Ces générations d'historiens se sont démarquées des éternels stagnants retranchés dans leurs laboratoires pour travailler en collaboration, en équipes, en réseaux ou en associations avec pour but le renouvellement continu de l'histoire de leur continent et la redéfinition de son destin au XXI^e siècle.

L'échec à la fois du système économique libéral et les limites des politiques d'ajustement structurels imposés offrent aux historiens l'occasion d'envisager un nouveau modèle de développement pour l'Afrique à partir d'expériences réussies puisées de l'Histoire générale de l'Afrique.

L'Afrique ne doit plus se contenter de copier un quelconque modèle imposé mais, au contraire, révéifier et ressusciter sa capacité à entreprendre et à inventer et dessiner ses propres voies vers une démocratie et un développement adapté à ses valeurs traditionnelles. La confrontation entre les données de l'histoire et les préoccupations actuelles de l'Afrique met en évidence un certain nombre de défis susceptibles d'être relevés, tant au plan du développement socioéconomique du continent qu'au plan du développement de la recherche et de l'enseignement de l'histoire africaine.

IV - 1. PROLEGOMENES POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

Notre prétention ici n'est pas de suivre de façon linéaire et fastidieuse la longue trame chronologique de l'histoire africaine pour extraire tous les exemples susceptibles de « bouster » le développement du continent. Compte tenu des limites de ce travail, nous n'insisterons que sur les cas saillants de dysfonctionnement pour lesquels l'histoire propose des solutions pratiques et adaptées. Le développement économique constitue l'un de ces cas. Sur ce plan, l'étude de l'histoire ancienne propose des produits susceptibles d'actionner le développement. Il s'agit par exemple des monuments et des sites historiques de l'industrie touristique qui viennent en tête en terme de devise dans l'économie de la plupart des pays africains. L'exploitation de l'histoire permet aux pays qui sont encore en retard de mieux affiner leurs politiques et programmes culturels et touristiques.

C'est le cas aussi de la danse, des musiques, des arts plastiques, la pharmacopée africaine, aujourd'hui sources de richesses. En dehors de ces produits, l'Europe en particulier dénie en l'Afrique la capacité de jouer un rôle bénéfique pour l'humanité. Une révision sur le plan historique s'impose aussi pour restituer les rapports entre les deux continents dans un contexte de vision nouvelle du monde avec la grande contribution de l'Afrique. Cette vision porteuse de bien et de valeur peut être ressuscitée grâce à la synthèse des apports matériels et immatériels de l'Afrique que la civilisation universelle a captés, assimilés et dissous sans toujours l'admettre.

Sur le plan social, grâce à l'action du planning familial, l'abaissement du taux de mortalité et infantile et l'accroissement de l'espérance de vie, une amélioration de la condition sociale s'est opérée en Afrique. Sans toucher tout le continent, ces progrès significatifs sont les manifestations d'une amélioration des conditions de vie des populations à la base, condition de base leur permettant de participer à leur histoire. Pour cela, les Etats doivent œuvrer à rentabiliser les productions, à ouvrir les marchés et à réaliser des travaux, rationnellement répartis selon les avantages comparatifs des régions. Dans ce processus, l'histoire de la démographie africaine offre l'occasion de débarrasser ce secteur non moins important du développement des préjugés qui lui sont attribués, et de corriger le rôle de « causeur » de sous-développement et de stagnation économique qu'on lui attribue, souvent à tort. Même si le surpeuplement occasionne souvent une grève des ressources, on sait aussi que le nombre rend intelligent. La civilisation est fille du nombre disait Fernand Braudel.

La formation couplée au développement des technologies de l'information et de la communication constitue l'autre moyen fondamental qui ouvre les portes de l'avenir et du développement. En effet, avec un taux de scolarisation brut n'avoisinant que 35%, l'accès à l'information écrite demeure un problème non encore résolu. Ce qui fait qu'une part importante de la population en est écartée. L'étude l'histoire offre un panel d'expériences concrètes et réussies susceptibles d'inspirer les Etats pour l'amélioration de l'offre et de la qualité de la formation et de la communication en Afrique.

L'exemple des villes de Tombouctou et de Gao, plus scolarisées que la plupart des villes analogues d'Europe au 13^e siècle³⁶ constitue une inspiration pour une meilleure conduite des programmes d'apprentissage à partir des langues de naissance des peuples.

Sur le plan technologique, après les célèbres astrologues Egyptiens et autres inventeurs Arabes, l'Afrique semble être resté inhibé confiné dans l'imitation et la consommation. L'étude de l'histoire met en évidence un capital important de savoirs et de créations dont les africains ont été les auteurs. Mais actuellement, la connaissance en générale et celle fondamentale de l'histoire en particulier se dispense essentiellement en langues étrangères. L'utilisation de ces connaissances et des techniques importées se trouve limitée car elles n'intéressent que les milieux limités des scolaires et des universitaires dont les langues de travail sont étrangères.

Les profils de ces utilisateurs, pratiquant des langues étrangères, formés pour la plupart dans des écoles européennes et moulés dans la culture mentale de celles-ci influence aussi l'approche des connaissances écrites. Ce qui fait que malgré les progrès réalisés ça et là, il existe très peu d'exemples d'approches renouvelées des connaissances et des technologies à partir d'une pensée qui se veut purement africaine. Or, dans un espace plein de contradictions comme celui de l'Afrique, les conflits ne peuvent se résoudre que par une maîtrise de la connaissance savante et un passage technologique supérieur. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel passage. C'est pourquoi, toutes les branches de recherche scientifique et technologique ont besoins de disposer de données fiables et actualisées. Et l'Histoire en particulier, parce qu'elle demeure la discipline mère, n'échappe pas à cette règle. Pour les historiens en particuliers, les TIC constituent un instrument indispensable leur permettant de stocker des bases de données brutes mais aussi un moyen important de gestion des connaissances. Les intellectuels africains ont tout intérêt à combler le fossé numérique en adoptant la culture du « digital », cette culture devenue plus que nécessaire, tout en l'adaptant à leur contexte à partir de logiciels appropriés

Par ailleurs, l'impact de la traite négrière, de la colonisation, des deux guerres mondiales et des programmes d'ajustements structurels, pour ne citer que ces événements douloureux de l'histoire, ne doivent pas faire perdre de vue le devoir, voire la mission qui est désormais assignée aux africains de donner de la voie, de contribuer à la restitution de la confiance en soi ébranlée.

³⁶ KERCHACHE, J., 1995, p. 32

Ce devoir est accompli par les historiens à partir de l'étude des formations politiques, des modes d'organisation sociale, économique perfectionnée de l'Afrique qui ont permis de réfuter les thèses saugrenues par lesquelles on déniait aux « Noirs », la possession d'une « âme » et la capacité à créer et à innover.

La contribution de l'histoire est appréciée aussi dans l'orientation des réflexions sur la définition de la démocratie pour l'Afrique. La lecture critique des historiens de l'Etat, de la nation et de la société civile africaine s'est imposée. C'est ainsi que l'histoire des sociétés africaines considérées à tort comme « segmentaires », « acéphales », « communautaires », etc., est révolue. Les historiens l'ont fait savoir et en même temps, ils ont proposé une nouvelle culture scientifique débarrassée de toutes formes d'extraversion des réalités du continent par l'histoire. Ainsi, ils ont montré que dans l'Afrique médiévale, nombres de formations sociales et politiques avaient atteint le niveau d'un gouvernement de droits surtout dans les communautés villageoises. C'est la colonisation qui est venu mettre en cause cette gouvernance à l'Africaine.

Depuis 1990 un mouvement vers la démocratie se dessine. Certains y voient une grande nouveauté mais grâce à l'éclairage de l'histoire, on sait désormais que ce mouvement n'est qu'un retour aux sources et aux réalités africaines, toutes fois sous d'autres formes qui ne sont pas toujours compatibles avec la culture africaine.

Que se soit en pays Ashanti, chez les peuhls du Macina et les Zandés, la liberté d'expression était autrefois assurée ; la recherche de l'unanimité n'était pas un objet automatique, et par-dessus tout il existait un peu de contre pouvoirs qui garantissaient à l'Afrique précoloniale une authentique démocratie³⁷.

La culture de la violence et le mépris de la vie, orchestrées à travers la course aux armements, les conflits interethniques, le financement des rebellions, les coups d'Etat, qui ont fait oublier les valeurs d'éthique et d'humanisme, hier pourtant largement défendues et assumées de façon responsables, bénéficie aussi d'une thérapie originale à partir des expériences du passé africain.

L'autre clé du progrès se rapporte à la jeunesse et à la femme. De nos jours, ceux-ci constituent plus de la moitié de la population du continent sans lesquels l'histoire ne sera pas vraiment « humaine et sociale ». L'histoire générale de l'Afrique restaure l'image de la jeunesse et celle de la femme africaine en substituant les clichés inadapés de « jeunesse désœuvrée et ignorante » et de « la femme battue » subissant continuellement « des mutilations corporelles » par la réalité positive du moment³⁸.

La décision n° 506 relative à la création d'un fonds d'affectation spéciale pour les femmes africaines avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD) et ses autres partenaires adoptée par le Conseil exécutif de l'Union Africaine (U.A.) en sa quinzième session ordinaire tenue du 24 au 30 janvier 2009 à Syrte en Libye et sa mise en vigueur à partir de janvier 2010 permet aux femmes en particuliers de s'affirmer.

³⁷ Extrait d'une déclaration de Edem Kodjo, ancien Président de l'OUA

³⁸ La décision n° 506 relative à la création d'un fonds d'affectation spéciale pour les femmes africaines avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD) et ses autres partenaires adoptée par le conseil exécutif de l'Union africaine (U.A) en sa quinzième session ordinaire tenue du 24 au 30 janvier 2009 a Syrte en Libye et sa mise en vigueur en janvier 2010 permet d'espérer plus de détermination pour les femmes.

L'étude descriptive et analytique des langues africaines montre aussi leur importance et leur utilité comme instrument de communication et de conservation du savoir africain. Mais de nos jours, tout se passe comme si cette importance a subitement disparu.

La connaissance s'écrit essentiellement et s'apprend dans des langues étrangères à travers des méthodes d'approche conçues et codifiées par des intellectuels étrangers. La disparition des langues africaine constituera une épreuve dramatique, une descente aux enfers pour l'identité africaine. Et ce constat dramatique ne laisse pas les *historiens* de l'Afrique indifférents. L'Afrique ne peut pas se contenter des éléments culturels qui lui viennent d'ailleurs pour promouvoir un développement durable. Pour sortir le continent du cercle infernal de sous-production et de cantonnement à la consommation de produits extérieurs, l'étude de l'histoire propose la constitution de bases culturelles solides à partir des langues.

Enfin, l'unité et l'intégration nécessaires pour l'Afrique ne sont pas encore réalisées, et l'identité et rôle du continent dans la culture universelle ne sont pas clairement dégagés. Or, il n'y a pas d'avenir pour l'Afrique en dehors de l'intégration à tous les niveaux. Sur ce plan, l'histoire propose un éventail de savoirs et savoirs faire en matière d'intégration susceptible d'inspirer les politiques d'intégration entamées çà et là.

L'histoire montre des exemples selon lesquels, la meilleure façon d'atteindre la maturité et la compétitivité consistera d'abord à réaliser l'intégration régionale comme relais pour l'intégration économique et sociale continentale. Le changement indispensable à la lutte contre la crise que traverse le monde demande à l'Afrique de ressusciter les savoirs faire. Après avoir présenté ces aspects, nous résumons dans le tableau qui suit les domaines de développement possibles correspondant au contenu.

Tableau n° I : Des domaines de développement possibles à travers l'histoire

N°	N° ET TITRE DU VOLUME	RESUME DU CONTENU	DOMAINES DE DEVELOPPEMENT POSSIBLES
1	Volume I : Méthodologie et préhistoire africaine	Les fondements théoriques et méthodologiques de la recherche historique en Afrique. Les tendances récentes de la recherche, Les hommes fossiles Les différentes parties du continent du paléolithique à l'ère chrétienne	Identité culturelle, L'industrie touristique et hôtelière Les arts
2	Volume II : L'Afrique ancienne	L'Afrique de la fin du néolithique au VII ^e siècle après J.C. Géographie de l'Afrique (le pourtour du Nil (Egypte pharaonique), le massif éthiopien, le Maghreb, L'Afrique subsaharienne et les îles de l'océan pacifique. Au néolithique et au mésolithique	dentité culturelle, L'industrie touristique et hôtelière Les arts La métallurgie Les sciences de l'agriculture La médecine, l'architecture, les échanges commerciaux,
3	Volume III : L'Afrique du VII ^e au XI ^e siècle	L'évolution des rapports entre l'Afrique et l'Asie, Le monde musulman L'islamisation de l'Afrique Les mouvements migratoires L'émergence des royaumes subsahariens Les formations sociopolitiques dans les îles de l'océan pacifique.	Les religions, Les langues, La bonne gouvernance L'intégration et la cohabitation des peuples

4	Volume IV : L'Afrique du XII ^e au XVI ^e siècle	Présentation des civilisations du Maghreb de leur apogée au début du VII ^e siècle, L'émergence des grands royaumes au Soudan nigérien, au Soudan central et oriental, en Afrique équatoriale, orientale et australe. Les grandes civilisations et cultures originales de l'Afrique noire entre le XII ^e et le XVI ^e siècle	La bonne gouvernance Les fondements de l'unité des peuples Les religions et les fondements du syncrétisme Le commerce et le développement des échanges Les facteurs favorables aux mutations technologiques dans l'architecture, L'art militaire et les fortifications
5	Volume V : L'Afrique du XVI ^e au XVIII ^e siècle	La lutte pour le commerce international et ses implications en Afrique, La traite des Africains et la constitution de la diaspora africaine en Amérique, Le déclin des grands royaumes « médiévaux », les migrations et l'émergence des nouvelles formations sociopolitiques issues du déclin des grands royaumes	Dynamique des migrations, Identité culturelle Diversité dans la gouvernance africaine
6	Volume VI : L'Afrique au XIX ^e siècle jusque vers les années 1880	L'abolition de la traite des Noirs, Le développement des échanges entre Européens et Africains, Les restructurations sociale, politique et culturelle dans les différentes régions du continent.	Identité culturelle Diversité dans la gouvernance africaine

7	Volume VII : L'Afrique sous la domination coloniale 1880 – 1935	<p>L'Afrique sous domination coloniale. L'Afrique face aux défis de la colonisation, Le partage territorial et de la domination européenne. Les méthodes de domination coloniale Les initiatives de résistances à l'occupation. L'économie coloniale et la montée du nationalisme en Afrique</p>	<p>Identité culturelle, Démocratie et bonne gouvernance</p>
8	Volume VIII : L'Afrique depuis 1935	<p>Les grands moments de l'Afrique depuis 1935 L'Afrique dans la décennie des conflits mondiaux, Les luttes de libération et la constitution des Etats nations en Afrique Les changements socioculturels en Afrique Le panafricaine Les tentatives d'intégration politique amorcée depuis 1935 à l'échelle du continent. L'Afrique dans la guerre froide L'Afrique à l'horizon 2000.</p>	<p>Identité culturelle, Démocratie et bonne gouvernance Intégration politique Diversité culturelle Cohabitation des peuples et des langues Ressources économiques</p>

Sans avoir recensé tous les problèmes et les solutions envisageables par l'histoire, nous n'avons fait qu'apporter notre modeste contribution à la sensibilisation pour une prise en compte réelle des savoirs et savoirs faire propres aux africains. Il s'agit d'interpeller toute la communauté internationale sur l'urgence et la nécessité de redéfinir une place de choix pour l'histoire dans les programmes de développement mais aussi sur les conditions de son adaptation pour satisfaire aux besoins de l'Afrique d'aujourd'hui.

IV.2. L'ECRITURE DE L'HISTOIRE AUJOURD'HUI

Si l'on admet avec Fernand Braudel que l'histoire n'est seulement l'homme dans le passé mais l'homme dans le temps, il y a lieu de reconnaître que depuis la production des huit volumes de l'histoire générale de l'Afrique dans les années 1970, un temps s'est écoulé et un pan important du vécu en Afrique s'est constitué. D'autres visions, d'autres façons de concevoir l'histoire se sont aussi forgées. Ainsi, à la suite des pionniers, le regain pour l'histoire des peuples africains s'est poursuivi. Ce regain a donné naissance dans tous les pays à une nouvelle façon d'écrire l'histoire par portions entières correspondant aux limites territoriales des Etats. Sans doute incapables se retrouver dans le cadre régional et continental, les historiens des différents pays se sont organisés pour s'investir dans l'écriture de l'histoire de leurs peuples respectifs. Cette attitude collective mais non concertée a donné naissance au concept « d'Histoire nationale ».

L'histoire nationale, née à la faveur de l'ouverture des universités, pose le problème du renouvellement et de l'enrichissement de l'historiographie à travers de nouvelles approches, l'utilisation de nouvelles sources et l'élaboration et/ou l'adaptation des concepts courants aux réalités des pays³⁹. Son principal but est de doter les communautés nationales d'une histoire globale des sociétés et s'inscrit dans un cadre national, étatique et formel à travers des équipes organisées le plus souvent en laboratoire et/ou en association⁴⁰. Le sentiment de l'histoire nationale, un des fondements de la conscience historique forgée pour pallier les crises identitaires et mobiliser les forces vives en vue de la construction des « Etats nations » a, par ses buts et ses démarches, proposé un éclairage des passages mal connus ainsi qu'une appréhension de l'histoire débarrassée des considérations européocentristes. Celle-ci s'est fixée un double but de poursuivre la recherche et de diffuser ses résultats, mais à l'échelle des pays. De nos jours, malgré sa noblesse, ses ambitions et son immense contribution, l'Histoire nationale s'avère inappropriée. C'est ainsi par exemple que les ethnies ou ce que l'historiographie coloniale a appelé « tribus », par leur mobilité et leur répartition, indépendamment des frontières Etatiques actuelles constituent une infirmation de l'idée de « nation » en Afrique.

³⁹ KONATE, D., op. cit. p. 26

⁴⁰ Cas de l'association Ibn Battuta des historiens du Burkina Faso

Face aux défis actuels du continent sur lesquels nous ne reviendrons plus, l'histoire nationale ne propose pas de solutions de sortie de la marginalisation, du sous-développement et de l'exploitation. Il faudrait par conséquent d'autres formes de réorganisation de l'approche permettant à l'Afrique de s'affirmer sur le plan international. Les principes préliminaires à l'étude du rôle et de la contribution de l'Afrique à la construction du patrimoine économique et social mondial veulent que l'histoire de l'Afrique soit appréhendée dans sa dimension continentale et non parcellaire. Ces principes qui doivent se comprendre en terme d'adaptation de l'histoire aux réalités du moment n'appellent pas nécessairement d'histoire revanche. Ils se situent au contraire dans la perspective de la continuité des œuvres des devanciers pour la construction et vise à restaurer une humanité plus solidaire, plus tolérante et pleine de vie en Afrique.

C'est pourquoi, dans le cadre de la deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique 2006-2015 pour la relance de l'enseignement de l'histoire sur la base de l'ouvrage intitulé « Histoire générale de l'Afrique », le Conseil exécutif de l'union africaine tenue à Syrte, tout en se félicitant de l'initiative adoptée par l'UNESCO pour produire les huit volumes du dit ouvrage pour « susciter le sens de l'unité continentale, bâtir une identité commune, transmettre un message d'intégration et contribuer à la tolérance et à la compréhension mutuelle, a exhorté les Etats africains membres de l'Union africaine à conjuguer leurs efforts en vue d'assurer la rédaction du neuvième volume de l'histoire générale de l'Afrique couvrant les événements saillants de l'histoire récente, de la colonisation, la fin de l'Apartheid et de la place de l'Afrique dans le monde. la mise en œuvre d'un tel projet tient compte du fait que de nos jours, il est facile pour les historiens de procéder par la fusion des histoires nationales pour produire un ouvrage général du continent de l'aube de la mondialisation à nos jours.

Outre la fin salutaire de l'Apartheid, ce crime odieux contre l'humanité entière, cet ouvrage tient compte aussi des autres moments forts comme les guerres civiles en république démocratique du Congo au Tchad, en Ethiopie, au Soudan, au Libéria, en Sierra Léone, en Côte d'Ivoire, du génocide au Rouanda, etc. Il est également un condensé de connaissances sur le processus démocratique en Afrique, les programmes d'ajustement structurel, de la lutte pour l'échange économie équitable ; en somme, de la situation intérieure du continent. Enfin, un tel ouvrage aura le mérite de plancher sur le rôle et place du continent dans le monde et de jeter les bases d'une réflexion attendue sur l'avenir de l'Afrique et des Africains. Cet ouvrage connaîtra un intérêt certains. Mais même si le niveau de la recherche dans les histoires nationales est relativement important, cela ne donne pas pour autant toutes les garanties de succès de sa diffusion. Tout ceci nécessite d'abord une restructuration des institutions chargées, dans chaque pays, de conduire les activités de rédaction et de diffusion de l'ouvrage.

IV.3. NECESSITE D'UNE RESTRUCTURATION INSTITUTIONNELLE A LA BASE

Malgré le retard scientifique et technologique de l'Afrique par rapport au reste du monde, l'histoire reste l'une des disciplines phare qui se mène le plus dans un cadre fondamental à travers les universités et appliqué dans les institutions spécialisées.

Dans les différents pays, universités et instituts se complètent pour la formation des cadres, la poursuite de la recherche, le transfert et l'accompagnement des connaissances historiques, la conception des manuels et des programmes d'étude et de formation, l'analyse /diagnostic des grandes questions du développement en rapport avec les préoccupations des Etats, des régions et du continent, mais aussi en rapport avec le contexte international, l'appui – conseil aux décideurs, etc. En d'autres termes, ils ont pour missions de promouvoir une recherche historique orientée vers la résolution des contraintes du développement, et d'encourager la coopération entre la recherche et les services de développement, d'assurer la diffusion de la connaissance historique, de valoriser l'histoire et de promouvoir son utilisation par les populations et d'éveiller par la formation leur esprit responsable et citoyen. Les structures africaines de recherche et d'enseignement de l'histoire évoluent généralement dans des cadres formalisés, et disposent d'instances de gestion comme les Conseil d'Administration (CA), les Conseil scientifique et de gestion (CSG) et de systèmes d'évaluation interne et externe qui attestent et confirment la qualité des travaux scientifiques.

Elles disposent également d'instruments techniques qui leur confèrent des compétences scientifiques et techniques pour tous les travaux d'expertise, des laboratoires de recherche et d'analyse, des chantiers écoles pilotes de formation et d'accompagnement des cadres pour l'amélioration continue des compétences scientifiques ainsi que des centres d'archives et de documentation fournis avec des données actualisées. Ces institutions disposent aussi d'informations sur les nouvelles publications, les techniques d'analyse et les dernières éditions de normes et de réglementations. Il existe donc un environnement institutionnel et organisationnel favorable en matière de recherche historique dans les pays africains, de transfert et de valorisation de la connaissance. Il existe aussi des opportunités réelles d'étude et de publication ainsi que des services de vulgarisation et de diffusion des publications.

Tous les pays disposent d'une masse critique d'intellectuels historiens, un partenariat formalisé pour la recherche historique et des dispositifs de droit de propriété intellectuelle. Actuellement, ce ne sont ni la qualité, ni la quantité de la production, ni diversité des domaines d'études, ni la pertinence des connaissances produites et des techniques de recherche et d'enseignement de l'histoire africaine qui font défaut. C'est la vulgarisation, la diffusion et l'utilisation effectives des connaissances qui restent en deçà des besoins et des exigences.

L'Afrique n'a pas un point exhaustif sur les impacts des résultats de la recherche et de l'enseignement de l'histoire africaine pour les africains sur son développement durable. Ce qui fait que malgré l'acquis, l'histoire africaine reste faiblement représentée dans les instances directionnelles. Cette situation lui ôte non seulement toute prétention et toute ambition mais aussi accentue les difficultés du métier. Ces difficultés sont perceptibles à l'échelle des Etats, des régions mais aussi à l'échelle continentale.

A l'échelle des Etats, on note :

- l'absence d'une tradition de collaboration soutenue entre les instituts, les universités et les départements ministériels techniques ;
- l'insuffisance de communication et de concertation entre les acteurs de la recherche et leurs partenaires ;
- la méconnaissance du potentiel scientifique existant d'une structure à l'autre ;
- la faiblesse de l'exploitation des stratégies et instruments de valorisation et de promotion des connaissances sur l'histoire africaine ;
- le faible niveau d'implication des bénéficiaires des connaissances historiques dans la définition et la mise en œuvre des programmes de recherche et d'enseignement de l'histoire africaine ;
- la méfiance à l'égard des produits scientifiques endogènes en général et historiques en particulier ;
- la faiblesse des budgets alloués aux sciences humaines en général et à l'histoire en particulier ;
- la quasi inexistence de budget pour les actions de promotion, de valorisation et de transfert des connaissances sur l'histoire africaine dans les secteurs demandeurs ;
- les difficultés de mise en place d'une stratégie appropriée de transfert et d'accompagnement des connaissances de la recherche historique ;
- le faible niveau d'organisation des réseaux et associations d'historiens ;
- la faiblesse de l'implication des historiens et des archéologues dans les projets de développement ;
- les difficultés d'accès aux financements ;

Dans le domaine de la recherche fondamentale, les besoins en formation universitaire sont encore loin d'être satisfaits. En effet, en Afrique noire particulièrement, moins de 5%⁴¹ de la population a le niveau universitaire et très peu de cadres s'orientent spontanément en histoire. Parmi les autres problèmes récurrents auxquels les départements d'enseignement de l'histoire sont confrontés on note :

⁴¹ MESSRS, 2006-2007, p. 647

- la faiblesse quantitative du personnel scientifique du fait du non renouvellement ;
- l'insuffisance des infrastructures d'accueil ;
- le sous équipement des laboratoires ;
- la relative méconnaissance des circuits internationaux de financement ;
- la faiblesse de la mobilité du personnel scientifique malgré les possibilités actuelles ;
- l'inadaptation du couplage entre formation et emplois, consécutive à la dévalorisation du métier d'historien, etc.

Pourtant, l'histoire est un domaine de souveraineté dont le développement est de la responsabilité des Etats. Le faible niveau d'engagement et d'accompagnement du Politique à la promotion de l'histoire s'explique essentiellement par l'absence de lois d'orientation fixant dans chaque pays, les dispositions, les cadres et les moyens par lesquels cette recherche doit se mener et se diffuser. L'adoption d'une telle loi a l'avantage de doter les pays d'instruments juridiques et organisationnels appropriés pour soutenir la recherche historique et promouvoir la diffusion de ses résultats. En outre, la loi permet aux pays de s'organiser à l'échelle régionale et aux régions d'œuvrer de manière concertée à mobiliser les ressources humaines et financières conséquentes pour la promotion de la recherche centrée sur le développement et le mieux être des populations et de promouvoir la coopération et la communication entre les historiens à l'échelle du continent. Par cette loi, les institutions de recherche et d'enseignement ainsi que celles chargées de promouvoir l'utilisation connaissances disponibles verront leurs capacités se renforcer et pourront ainsi jouer pleinement leur rôle dans la promotion de l'histoire africaine. Pour accompagner ce processus, la conférence des Ministres de l'éducation de l'Union africaine (COMEDAF), en collaboration avec l'UNESCO a pris la décision de mettre en place une université panafricaine. La mise en place de celle-ci qui procède d'abord par la création des institutions thématiques offre l'occasion aux historiens de définir les cadres juridiques et règlementaires de la leur.

Etant donné que dans le contexte « d'Etat nation », très peu d'équipe et de laboratoires d'historiens arrivent à s'autodéterminer, la meilleure façon de parvenir à l'autodétermination consiste à organiser les laboratoires en fonction de leurs avantages comparatifs pour briser les frontières politiques dressées entre les Etats et leur permettre de s'intégrer. En effet, il n'y a pas d'avenir pour la science en dehors de la complémentarité et de la coopération. C'est pourquoi, le Conférence des Ministres africains de l'intégration (COMAI IV) a réaffirmé aussi la nécessité de créer un fonds continental d'intégration pour permettre aux différentes régions d'identifier les axes dans lesquels elles excellent pour développer des pôles de compétence de renommée internationale. Seuls des pôles hautement compétitifs sont capables de s'attaquer aux grandes questions du développement global.

En Histoire, la spécialisation régionale va de la conduite de recherche conjointe à la formation, au recyclage, la production de supports didactiques, l'ouverture de chantiers écoles et de création de centres spécialisés pour la formation en archéologie, en tradition orale, en linguistique et étude des langues. Le multilinguisme africain qui constitue une source intarissable et un instrument efficace de vulgarisation et de diffusion de la connaissance savante sera mis à profit.

Cela est bien regrettable que malgré l'existence de grandes langues, de langues transnationales et des langues professionnelles conçues et adaptées aux réalités africaines, les méthodes d'approche des sciences en générale soient toujours et essentiellement conçues selon des systèmes socioculturels étrangers au continent.

La traduction des manuels d'histoires dans ces grandes facilite leur exploitation et leur appropriation par les populations africaines.

La spécialisation concerne aussi le domaine de gestion des sources écrites et inédites (les parures, les scarifications, les coiffures, l'iconographie, etc., non encore suffisamment exploitées), à la conception, à la vulgarisation et à la diffusion des connaissances sous divers supports adaptés et d'actualité, le marketing, la promotion du livre et des revues scientifiques. Plusieurs canaux de diffusions sont de plus en plus explorés :

- les livres ; leur diffusion se fait à travers les librairies, les bibliothèques et centres de documentation, les écoles, les universités et les marchés. Mais en Afrique ces lieux ne sont fréquentés que par une minorité alphabétisée ou instruite. Par ailleurs, le continent étant la terre de l'oralité par excellence, la lecture n'est pas encrée dans les comportements ce qui limite davantage l'exploitation des livres.
- On pense trop souvent aussi au théâtre forum développé comme une manière très simple et efficace de toucher les esprits par la sensibilisation.
- Il y a aussi les émissions radiophoniques et télévisées de très grande écoute. Elles touchent de nos jours toutes les couches sociales et tous les milieux. Elles ont par ailleurs d'être de conception et de traduction faciles.
- L'utilisation des TIC permet aussi de résoudre l'insuffisance de traduction, d'édition et de diffusion des ouvrages. Les TIC offrent des logiciels adaptés, et des supports de conservation appropriée sur des mémoires virtuelles, des CD rom, des clés USB, etc. de grande capacité. Très à la mode, leur exploitation reste cependant encore limitée par la faiblesse des revenus et la faible couverture du réseau électrique. En zone rurale l'informatique qui offre un éventail d'informations est encore très faiblement exploitée. L'hébergement des données sur Internet connaît les mêmes difficultés⁴².

⁴² En témoigne, il existe un site à l'adresse [www.org/culture/africa/html fr/volume ...html](http://www.org/culture/africa/html_fr/volume...html).

- Les grandes manifestations publiques comme les journées africaines du livre, le l'Internet, du tourisme, etc., les colloques et séminaires. sont également des occasions de grand rassemblement propices à la diffusion d'ouvrages et de manuels.
- Enfin, nous avons déjà évoqué la possibilité de création de centres spécialisés dans divers domaines du livre. On peut adjoindre à ces centres la création d'une fondation panafricaine pour la promotion des ouvrages et manuels d'histoire

De telles actions nécessitent de la rigueur, du professionnalisme, de la volonté politique et un sens pour management des ressources humaines. Celle-ci suppose aussi conscience, disponibilité des acteurs et persévérance. De même, l'amateurisme n'est pas de mise dans notre contexte actuel où presque tout est à construire ou à reconstruire. Il importe donc de recentrer la recherche et l'enseignement de l'histoire africaine et la vulgarisation de ses produits sur une approche professionnelle qui privilégie la formation continue et le recyclage des enseignants dans des structures d'accueil spécialisées. La nouvelle vision de la place et du rôle que l'on veut faire jouer à l'histoire dans le contexte du développement mondial actuel appelle aussi un professionnalisme et un sens plus aigu de la responsabilité des chefs d'équipes et de laboratoires dans la gestion et le management des producteurs de l'histoire. Aussi, une formation et/ou un perfectionnement est nécessaire pour parvenir à une « race d'historiens spécialistes » mais soucieux « *d'établir une culture d'entreprise basée sur l'écoute, la participation et la capacité d'anticipation* »⁴³. Il reste aussi à savoir comment mobiliser les partenaires et assurer la mise en œuvre des actions identifiées.

IV.4. STRATEGIES DE MOBILISATION DES PARTENAIRES

Sur ce plan, l'Afrique dispose des mêmes facilités que celles retenues pour la rédaction des ouvrages et des manuels scolaires. Il s'agit d'abord de la mise en commun des expériences accumulées dans les histoires nationales. Actuellement, ce sont les opérations de tri des données adaptées au cadre général qui ne sont pas encore entamées.

Dans le point III, nous avons montré les différents domaines dans lesquels l'Afrique peut se développer grâce à son histoire. Malgré les possibilités offertes, tant que les historiens vont se cantonner dans le carcan des « sciences humaines » par opposition aux « sciences concrètes (considérées comme plus utiles)», l'impact de leur métier sur le développement économique et social restera peu perceptible. Or, aujourd'hui plus que jamais, on ne mobilise les hommes que sur la base de leurs intérêts.

⁴³ OUEDRAOGO, M., op. cit. p. 10

Après avoir démontré l'importance de l'histoire comme facteur de développement, il reste maintenant à passer à des actes concrets. Si l'on prend l'exemple de l'urbanisation en Afrique, de nombreux chantiers sont ouverts partout, mais les archéologues, les historiens ne sont le plus souvent écartés des activités.

Les historiens doivent convaincre en se positionnant parmi les grands contributeurs au développement. Un changement de comportement visant à valoriser leur métier provoquera le choc attendu pour redonner confiance aux autres partenaires sur la noblesse de leurs ambitions. Un regain de confiance et d'assurance est indispensable pour susciter intérêt et convoitise dans ce qu'ils font. Alors, aucune institution ne restera indifférente à la noblesse de l'histoire.

Une autre stratégie consiste à s'appuyer sur l'expertise existante en Afrique pour concevoir des projets fédérateurs et ambitieux, planifiés et budgétiser à soumettre aux partenaires, tout en tenant compte de leurs centres d'intérêt mais aussi de leurs domaines d'intervention de prédilection. Fort heureusement, les ressources humaines compétentes et nécessaires existent partout pour assurer la mise en œuvre efficiente de ces projets.

Le recours au système de parrainage, de patronage et de cooptation des activités de recherche, de traduction et de diffusion des ouvrages constitue une méthode de mobilisation des partenaires. Mais encore une fois, l'histoire est un domaine de souveraineté dont le développement incombe avant tout aux Etats. Il appartient à chaque pays de consentir effectivement des ressources nécessaires pour soutenir la recherche. Ces ressources peuvent provenir des subventions spéciales, d'impôts prélevés sur des rubriques spéciaux, de souscriptions mais aussi des systèmes de coopération renforcée par une décision et une volonté politique bien affirmée. D'autres stratégies encore existent. Mais ce n'est pas le nombre des propositions qui importe beaucoup. C'est la détermination à commencer, à entreprendre.

CONCLUSION

L'histoire africaine n'est pas entrain de finir mais se développe. Aujourd'hui plus que jamais, celle-ci demeure « *la multiplication des moyens et des fins, des voix, des choix, des vivres et des raisons de vivres*⁴⁴ ». La présentation synthétisée de l'histoire du continent offre l'occasion de multiplier les choix de l'Afrique dans sa lutte pour l'affirmation de son identité, de son rôle et de sa place dans le monde actuel.

Nous voulons arrêter ici la réflexion sur la question de savoir si une adaptation de l'histoire aux réalités du continent est possible. La réponse est évidemment oui. L'industrie touristique et artistique, le patriotisme, le sens de la responsabilité, la démographie, la démocratie, la décentralisation, l'intégration et le genre sont les principaux domaines à promouvoir.

⁴⁴ KI-ZERBO, J., 2003, p. 23

L'écriture d'histoire actuelle du continent une autre forme d'adaptation. Le niveau actuel auquel la recherche sur l'histoire africaine est parvenue, la qualité, la diversité et la pertinence des connaissances produites montrent comment s'y prendre.

Les débats ont révélé différentes manières de procéder. Ce qui manque, c'est l'action concertée et la mise en commun des moyens de mise en œuvre. Pour ce faire, il est indiqué de bien s'organiser, d'agir avec méthode et discernement. A une époque où les activités culturelles et touristiques du continent représentent plus de 25% des revenus des pays, les historiens se doivent de faire fructifier leurs efforts. Ce défi est celui des historiens mais aussi celui des linguistes, des sociologues et des éditeurs ; ils peuvent le relever, ils doivent le relever.

SOURCE ET ENTRETIENS ORAUX

Nous avons bénéficié de la collaboration de collègues et aînés que nous tenons à remercier tout particulièrement. Il s'agit de :

- Pr Basile L. GUISSOU, politologue, directeur de recherche, Délégué Général du CNRST, Burkina Faso ;
- Pr Moustapha GOMGNIMBOU, historien, maître de recherche, directeur adjoint chargé des programmes de l'INSS ;
- Pr Magloire SOME, historien, maître de conférences à l'université de Ouagadougou ;
- Dr Dominique NACANABO, historien, chargé de recherche à la retraite ;
- Dr Lassina SIMPORE, archéologue, assistant du département d'histoire et archéologie de l'université de Ouagadougou.

BIBLIOGRAPHIE

AMOUZOUVI, M. A., et KAKE, B. I., 1995, « L'Afrique, terre d'espérance ? », in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 9-12.

ANTIL, A., 2003. *Le royaume du Maroc et sa politique envers l'Afrique subsaharienne. Notes Synthétiques, institut français des relations internationales (IFRI) ;* 4p.

BANQUE MONDIALE., 1999, *Rapport sur le développement (1998- 1999) ; le savoir au service du développement –* Paris, édition ESKA- 279 p.

BAULIN, J. 1980, *La politique africaine d'Houphouet-Boigny*, Paris, Eurafor press, 215 p

BAZENGUISSA, R., MWOROHA, E., et NANTET, B., 1995, « Langues nationales et langues officielles en Afrique », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 33-39

BAZENGUISSA, R., 1995, « L'Afrique à la recherche de son identité », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp.131-136

BAZENGUISSA, R., 1995, « L'organisation de l'unité africaine », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 175-181

BAZENGUISSA, R., 1995, « Le bilan de l'Organisation de l'unité africaine », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp.183-191

BENOT Y, 1969, *Idéologie des indépendances africaines*. Paris, Maspero, 405 p.

BENICHI, R., 2003, *Histoire de la mondialisation*, Editions Vuibert, Paris, cedex, 311 p.

CAPELLE, J., 1990, *L'éducation en Afrique noire à la veille des indépendances*. Préface de L. S. SENHOR, Karthala, Paris, 326 p.

Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST), 1995, *Plan stratégique de la recherche scientifique et technologique*, DIST, Ouagadougou, 402 p.

HAMA, B., 1966, *Enquête sur les fondements et la genèse de l'unité africaine ; présence africaine*, Paris, 560 p.

CUOQ, J. M., 1975, *Recueil de sources arabes concernant l'Afrique occidentale du VIII^e au XVI^e siècle*, édit. CNRS, Paris, 420p

DEVISSE J., et VERNERT, R., 1993, « Le bassin des vallées du Niger, chronologie et espaces », in : *Catalogue de l'exposition « vallée du Niger »* ; édit. Réunion des musées, Paris, pp 11-37.

DEVEY, M., 1995, « Une diversité physique », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 17-27

DIOP, C. H., 1974, *Les fondements économiques et culturels d'un Etat fédéral d'Afrique Noire*. Paris, Présence africaine, 122 p.

DIOP, C. A., 1979, *Nations nègres et cultures*, Paris, présence africaine, 3^e edit. T1 et 2

DIOP, C. A., 1960, *L'Afrique noire précoloniale*, présence africaine, Paris,

KABORET Y. Y., 2000. *Eviter la fuite des cerveaux en Afrique subsaharienne : rôle des institutions sous-régionales de formation et de recherche*. Dakar. Communication présentée à la conférence régionale sur l'exode des compétences et développement des capacités en Afrique. Addis-Abeba (Ethiopie) 22-24 février.

KABEYA M. Y., 1990, *Syndicalisme et démocratie en Afrique noire, l'expérience du Burkina faso (1936-1988)*. Paris Karthala, 252 p.

KERCHACHE, J., 1995, «L'art africain », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 29-32

KIETHEGA, J.B., 2009, « Conférence inaugurale : contexte du séminaire atelier et quelques questionnements », in : *Histoire des royaumes et chefferies au Burkina Faso précolonial*, Editeur DIST, CNRST, Ouagadougou, INSS, pp. 17-26

KLEICHE, M., 2000. *La science en Afrique à l'aube du 21^e siècle : La recherche scientifique au Maroc*. Sous la direction de Roland Waast et Jacques GAILLARD. Rapport final ; Paris, 103p.

KI-ZERBO, J., 2003, « Histoire et développement », in : *Burkina Faso, cent ans d'histoire, 1895-1995*, Edition Karthala-P.U.O., T1, Paris, actes du premier colloque international sur l'histoire du Burkina, Ouagadougou, 12-17 décembre 1996, pp. 3-21.

KI-ZERBO, J., 2004, *A quand l'Afrique ?*, entretien avec René Holenstein, édition de l'aube, 197 p.

KI-ZERBO, J., 1978, *Histoire générale de l'Afrique noire d'hier à demain*. Paris, Hatier, 731p. + illust.

KONATE, D., 2009, « Préface », in : *Histoire des royaumes et chefferies au Burkina Faso précolonial*, CNRST, Ouagadougou, pp 13-14.

KONATE, D., 2003, « Problématique de l'histoire nationale en Afrique : cas de l'Afrique de l'Ouest », in : *Burkina Faso, cent ans d'histoire, 1895-1995*, Edition Karthala-P.U.O., T1, Paris, actes du premier colloque international sur l'histoire du Burkina, Ouagadougou, 12-17 décembre 1996, pp. 23-45.

MESSRS/DEP, 2006. *Annuaire statistique de l'enseignement secondaire (2005-2006)*. Vol. II. SISED, 1041p. + annexes.

MWOROHA, E., et NANTET, B., 1995, « Des raisons d'espérer », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 193-196.

NANTET, B., 1995, « L'Afrique sait innover », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 13 et 14.

NANTET, B., 1995, « L'homme commence en Afrique », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 43-46

NANTET, B., 1995, « A la découverte de l'humanité », in : in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 47-55

NANTET, B., 1995, « La civilisation est-elle née au Sahara ? », in : *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Le cherche midi éditeur, Paris, pp. 57 – 63

N'DIAYE, G., 1980, *L'échec de la fédération du Mali*. Dakar-Abidjan-Lomé, ENA , 194 p.

OUEDRAOGO, M., 1996, *Prolégomènes pour l'action au sein du ministère de la communication et de la culture*, première édition, Sidwaya, Ouagadougou,

ROUX, J.P., 2007, *Dictionnaire de la France coloniale*. Paris, Flammarion (Extrait, p. 157 à 192).

PALM, J.M., 2000, *Le fédéralisme et l'émergence des partis politiques en AOF : cas de la Haute-Volta (1947 – 1960)* ; thèse de doctorat unique en histoire, Université du Bénin, DAH, 408 p

ROPIVIA, M. L., 1994, *Géopolitique de l'intégration en Afrique noire*. Harmattan, CERGEP), Paris, 236 p.

SAKANDE, I., 2007, «Le souffler-mordre de Sarkozy à Dakar ». *Sidwaya, quotidien burkinabé n° 5974 du jeudi 16 août*. Burkina Faso, Ouagadougou, pp. 18-19

SAVONNET, G.C., 1986, *Etat et société au Burkina Faso ; essai sur le politique africain*. Burkina Faso, Ouagadougou, CNRS, 1986, 227 p.

YODA, L. 1988, *Les fondements du discours politique de KWAME Nkrumah à l'heure des indépendances en Afrique anglophone*. Thèse d'étude anglophone, Montpellier III, juin, 436 p.

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Specialized Technical and representational Agencies

Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orales (CELHTO-UA)

2009-11-02

ATELIER DE FORMATION DES FORMATEURS : Documents de travail

CELHTO-UA

CELHTO-UA

<https://archives.au.int/handle/123456789/7850>

Downloaded from African Union Common Repository